CHAPITRE 14

ENGAGEMENT ET PARTICIPATION À LA GESTION DES AIRES PROTÉGÉES : QUI, POURQUOI, COMMENT ET QUAND ?

Auteurs principaux :

Stephen Dovers, Sue Feary, Amanda Martin,
Linda McMillan, Debra Morgan et Michael Tollefson

TABLE DES MATIÈRES

- Introduction
- L'émergence d'accords de collaboration
- Principes généraux d'engagement
- S'engager avec qui ?
- Pourquoi : les objectifs de l'engagement
- Comment : formes d'engagement et de participation
- Quand l'engagement devrait-il se produire ?
- Conclusion
- Références

Convention sur la
diversité biologique

AUTEURS PRINCIPAUX

STEPHEN DOVERS est professeur et directeur de la Fenner School for Environment and Society de l'Université nationale australienne de Canberra.

SUE FEARY est archéologue et gestionnaire de parcs nationaux. Elle travaille depuis 25 ans sur la gestion du patrimoine naturel et culturel et les relations avec les aborigènes australiens.

AMANDA MARTIN est directrice exécutive de l'Australian Environmental Grantmakers Network, Melbourne.

LINDA MCMILLAN est vice-présidente adjointe pour les communications de la Fédération internationale d'alpinisme et d'escalade (UIAA), présidente de la Commission de protection des montagnes, et membre de la Commission mondiale des aires protégées de l'Union internationale pour la conservation de la nature (CMAP-UICN).

DEBRA MORGAN est gestionnaire de philanthropie de l'Australian Environmental Grantmakers Network, Melbourne.

MICHAEL TOLLEFSON est président du Yosemite Conservancy, États-Unis.

CITATION

Dovers, S., Feary, S., Martin, A., McMillan, L., Morgan, D. et Tollefson, M. Engagement and participation in protected area management: who, why, how and when?'. In Worboys, G. L., Lockwood, M., Kothari, A., Feary, S. et Pulsford, I. (éd.) *Gouvernance et gestion des aires protégées*. Canberra : ANU Press, 2020. doi.org/10.22459/GGAP.14

PHOTO DE LA PAGE DE TITRE

Manuel Castellanos, un indien Lacandon, discutant de la restauration des écosystèmes avec les visiteurs de la réserve de biosphère de Montes Azules, dans l'État du Chiapas, au sud-est du Mexique
Source : Eduard Müller

Introduction

Ce chapitre explore les exigences et possibilités offertes aux gestionnaires d'aires protégées lors de leur engagement avec des individus, des communautés et des organisations dont les intérêts se recoupent avec la gestion des aires protégées. La première section fait état de l'émergence d'accords de collaboration en matière de gestion des ressources et de l'environnement, et de leur application à la gestion des aires protégées. Elle présente les principes généraux s'appliquant à l'engagement et la participation du public. Les quatre dernières sections exploreront quatre questions : avec *qui* les gestionnaires d'aires protégées s'engagent, *pourquoi* ces individus et ces groupes s'engagent dans la gestion des aires protégées, ainsi que leurs valeurs et motivations, *comment*, ou les formes et stratégies d'engagement et de participation, et *quand* l'engagement devrait avoir lieu.

L'engagement avec d'autres personnes, organisations et communautés implique des valeurs et aspirations très différentes. En effet, celles-ci peuvent être considérées comme des fournisseurs, des clients ou des collaborateurs. L'engagement est donc complexe, et se produit dans une diversité de contextes géographiques, sociaux et politiques. Les détails d'un engagement réussi dépendront du contexte spécifique. Ce chapitre ne prescrira donc pas quoi faire dans une situation spécifique, mais présentera plutôt des concepts et des principes permettant aux gestionnaires de reconnaître cette diversité et d'adopter des approches adaptées à leur situation, en choisissant parmi un éventail d'outils et de stratégies disponibles. Pour illustrer ce plus grand niveau de détail, le chapitre se termine par cinq études de cas démontrant comment les thèmes du chapitre s'appliqueront à différents contextes, et les différentes parties prenantes avec lesquelles le personnel et les gestionnaires des aires protégées travailleront.

1. Les études de cas 14.1 et 14.2 traitent de l'engagement avec les *peuples autochtones*, soulignant comment les parties prenantes présenteront divers intérêts et motivations, comment différentes stratégies seront nécessaires en fonction du contexte culturel, et comment il est essentiel de comprendre le concept de « communauté » et qui parle en son nom.
2. Les études de cas 14.3 et 14.4 explorent l'*engagement philanthropique* dans la gestion des aires protégées, soulignant la nécessité d'une compréhension claire des attentes des gestionnaires et des parties prenantes, ainsi que l'importance de la transparence et d'un bon processus.
3. L'étude de cas 14.5 explore l'engagement avec les *utilisateurs de loisirs*, illustrant un thème central du chapitre : la variété des motivations des personnes interagissant avec les aires protégées. Elle souligne

également l'importance de processus prudents et respectueux, nécessaires pour satisfaire les différents besoins d'une manière mutuellement bénéfique.

La réussite de l'engagement communautaire exige des compétences et de l'attention, appliquées de manière sensible à chaque situation spécifique. De plus amples détails sont disponibles dans les documents mentionnés ci-après et dans la littérature traitant de la participation à la gestion des ressources naturelles et de l'environnement (par exemple, Beierle et Cayford, 2002 ; Creighton, 2005 ; Evans-Cowley et Hollander, 2010 ; O'Faircheallaigh, 2010). Ce chapitre se situe à l'intersection des questions de gouvernance, de gestion et de leadership abordées dans les chapitres 7, 8, 12, 16 et 27 de ce livre.

L'émergence d'accords de collaboration

Les aires protégées ne sont qu'un des secteurs et professions ayant connu, ces dernières années, une exigence croissante de collaboration avec une diversité de parties prenantes. La gestion de l'environnement et des ressources naturelles est passée d'un style de réglementation descendant à un style de partenariat et collaboration étroits et diversifiés entre les organismes de gestion et les communautés locales, les utilisateurs des ressources, les autres organismes de gestion, les organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé. Cela est conforme aux arguments plus généraux concernant le rôle des citoyens, le partage du pouvoir et la participation aux décisions politiques et stratégiques, ainsi qu'au passage d'une direction *gouvernementale* à une *gouvernance* plus inclusive impliquant de multiples parties (voir par exemple, Rhodes, 1997 et le chapitre 7). Ce débat et cette tendance se sont particulièrement centrés sur la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, la plupart de la littérature provenant de démocraties industrialisées (par exemple, Healey, 1997 ; Dobson, 2003 ; Paehlke, 2003 ; Dryzek et Niemeyer, 2010 ; Holley et al., 2012).

Dans certains cas, l'engagement communautaire et la gestion collaborative sont requis, dans une certaine mesure, par les processus politiques et de planification officiels. Dans d'autres cas, ils ont été recherchés par les communautés et les organismes, non comme une exigence obligatoire, mais plus volontairement, pour atteindre les résultats de gestion et les aspirations de la communauté. Dans le secteur de la gestion des aires protégées, l'engagement avec les parties prenantes peut faire partie intégrante des processus de planification et de gestion, comme dans la création de plans de gestion, et dans certains cas, il fait partie intégrante d'accords internationaux, comme dans le cas des sites du Patrimoine mondial.

Les premiers travaux sur la participation publique ont porté sur la nécessité d'une plus grande participation et sur le degré de cette participation. Arnstein (1969) présentait une définition influente de « l'échelle » de l'engagement citoyen, où le haut de l'échelle indique un plus grand niveau de pouvoir citoyen ou public. Les échelons de l'échelle, de haut en bas, sont :

- le contrôle citoyen ;
- la délégation de pouvoir ;
- les partenariats ;
- l'apaisement ;
- la consultation ;
- l'information ;
- la thérapie ;
- la manipulation.

Ces degrés d'engagement sont tous présents dans la gestion des aires protégées. Vers le haut de l'échelle d'Arnstein, on trouve les modalités de gestion fortement collaboratives tels que la cogestion des réserves, où les représentants des communautés occupent des postes officiels au sein d'un conseil de gestion et disposent d'un pouvoir de décision partagé ou délégué. Une telle participation peut impliquer un rôle important dans l'établissement d'orientations stratégiques, si elle s'applique à la gouvernance d'une ou de plusieurs aires protégées. Au milieu de l'échelle, on trouve le comité consultatif d'un parc national, autorisé à faire des commentaires, mais ne disposant pas de pouvoir officiel. Finalement, au bas l'échelle, on trouve les visiteurs, assujettis à des contrôles réglementaires sur l'utilisation du parc et engagés par des documents faisant connaître ces règlements. Un niveau d'engagement n'est pas forcément meilleur que les autres. Tout dépend du contexte. Par exemple, un contrôle strict du comportement et de l'utilisation des visiteurs, voire leur exclusion totale, est approprié pour les zones très sensibles, et la plupart des visiteurs acceptent et comprennent que les valeurs spéciales dont ils viennent profiter n'existent que grâce à de tels contrôles.

L'échelle d'Arnstein partage quelques similitudes avec d'autres catégorisations du degré et du but de l'engagement. Dans le contexte de l'engagement communautaire dans la gestion du patrimoine, Hall et McArthur (1998) classent les objectifs de l'engagement en dons d'information, réception d'information, partage d'information et prise de décision participative, et cartographient les techniques par rapport à ces objectifs (voir la Section « Comment : formes d'engagement et de participation », ci-après).

Les travaux les plus récents, cités ci-dessus, portent sur de multiples stratégies d'engagement et de collaboration, ainsi que sur la qualité et la longévité des relations de collaboration. De nombreux termes et concepts sont utilisés

dans la littérature sur la gestion de l'environnement et des ressources naturelles et, dans la pratique, pour désigner ce style de gouvernance évolutif et plus engagé : gouvernance multicentrique ou polycentrique, gestion adaptative, gouvernance adaptative, gestion collaborative, partenariats multipartites et gouvernance participative des ressources.

Ces multiples termes et concepts peuvent être source de confusion. L'encadré 14.1 résume les tendances pertinentes de la gestion contemporaine des ressources naturelles.

Les modalités de gouvernance collaborative et la gestion adaptative entreprise dans le cadre de ces modalités élargissent le contexte de la gestion des ressources naturelles en termes d'éventail d'organisations et de groupes de personnes impliqués, exigeant une bonne compréhension des contextes politiques et organisationnels (tableau 14.1). Toute gestion des ressources naturelles fonctionne dans un cadre institutionnel et organisationnel sur la base de certains éléments, présentés dans la figure 14.1 (adaptée de Dovers et Hussey, 2013 ; voir également Howlett et al., 2009). Les détails de ces modalités varieront selon les juridictions et les contextes politiques, mais deux principes généraux s'appliquent. Premièrement, les taux de changement à travers les trois niveaux varient considérablement, d'un changement institutionnel lent à un changement plus rapide dans les mesures de gestion. Deuxièmement, les possibilités de participation à l'évolution des modalités varient d'un niveau à l'autre. Les sections suivantes de ce chapitre développeront ces deux points.

Collaboration dans la gestion des aires protégées

Les mouvements croissants vers une gestion de la biodiversité et des ressources naturelles à l'échelle des paysages ou incluant diverses régimes de propriété, comme la gestion intégrée des bassins versants et la conservation de la connectivité (Fitzsimons et al., 2013 ; Worboys et al., 2013 ; chapitre 27), replacent les aires protégées dans un système plus général de ressources, valeurs, organisations et acteurs (Fitzsimons et Wescott, 2008 ; Lockwood, 2010a ; Wyborn, 2013). Même lorsque les aires protégées ne font pas partie d'une initiative plus large de conservation de la connectivité, les gestionnaires établiront, et devront établir, des relations avec les propriétaires fonciers voisins, d'autres organismes gouvernementaux, les visiteurs et les ONG. Cela ajoute des *considérations sociales* à la combinaison de considérations naturelles, juridiques, financières et institutionnelles à prendre en compte et à gérer (Anderson et James, 2001 ; Lockwood, 2010b ; McCool et al., 2013 ; McNeely, 2006). Un certain engagement communautaire est nécessaire, par exemple, dans l'élaboration des plans de gestion. Cependant, il existe généralement une exigence pratique pour des formes

Encadré 14.1 Gestion et gouvernance adaptatives

La gestion contemporaine des ressources naturelles, y compris des aires protégées, est de plus en plus influencée par des idées telles que la gouvernance collaborative ou adaptative, suivant la théorie et la pratique développées au cours des dernières décennies. Face à l'incertitude quant au fonctionnement des écosystèmes et aux stratégies de gestion optimales, aux multiples intervenants et aux valeurs diverses, le concept de gestion adaptative encourage les interventions de gestion comme des « expériences » intentionnelles visant à l'amélioration continue de la compréhension et de la gestion. Le passage d'une « gestion » par le gouvernement à la « gouvernance » par de multiples parties prenantes reconnaît l'importance des structures et des relations sociales, ainsi que des institutions formelles et informelles (chapitre 7). La gouvernance définit les politiques et les stratégies, et donc, les orientations de la gestion opérationnelle (voir plus loin et Nkhata et McCool, 2012 ; Plummer et al., 2013). La gouvernance adaptative reconnaît la participation de diverses parties prenantes comme une alternative aux arrangements bureaucratiques rigides de gestion reposant uniquement sur des opinions et connaissances « d'experts ». Quatre concepts clés la définissent :

1. une collaboration impliquant le partage des droits et des responsabilités entre les parties prenantes, et la résolution des aspirations diverses ;
2. un apprentissage social impliquant des partenariats visant à soutenir les activités collectives, la production mutuelle et l'appropriation des connaissances continues ;
3. une souplesse, au sens institutionnel, permettant d'adapter les politiques et la gestion au fil du temps,

à mesure que les connaissances ou les circonstances changent ;

4. un polycentrisme (ou multi-centrisme), où la gestion n'est plus assurée par une seule autorité, mais où il existe de multiples points d'autorité et de prise de décision semi-autonomes mais interconnectés, y compris de multiples acteurs étatiques et non-étatiques (Holling, 1978 ; Ostrom, 1990 ; Lee, 1993 ; Folke et al., 2005 ; Keen et al., 2005 ; Armitage et al., 2009 ; Bäckstrand et al., 2010 ; Lockwood, 2010a ; Cundill et Rodela, 2012 ; McCool et al., 2013 ; Ojha et al., 2013).

La gestion adaptative peut être entièrement contrôlée par un organisme gouvernemental ou une autre organisation singulière avec peu de participation. Cependant, la littérature et la pratique récentes indiquent que la flexibilité et l'apprentissage sont difficiles sans un engagement plus large des parties prenantes. La gouvernance adaptative inclut explicitement de multiples parties prenantes et admet leur rôle dans l'établissement des objectifs et des orientations stratégiques, et pas seulement dans la mise en œuvre de ces objectifs.

L'évolution de la gestion des ressources naturelles vers une gouvernance adaptative et une gestion participative des aires protégées est un processus de changement continu et difficile dans la gestion, les organisations et les professions. L'objectif est à la fois de créer des processus inclusifs impliquant les acteurs nécessaires, et d'obtenir des résultats tangibles. Les dispositions législatives et administratives traditionnelles dans lesquelles opèrent les organismes gouvernementaux ne facilitent pas toujours une gestion partagée à long terme, expérimentale et flexible (Wyborn et Dovers, 2014).

Figure 14.1 Hiérarchie de la gouvernance et de la participation

plus nombreuses et différentes que celles stipulées dans les processus législatifs ou de planification : la gestion des aires protégées s'inscrit dans une matrice complexe d'intérêts et de groupes. Ces considérations sociales incluent les questions relatives aux différents groupes culturels utilisant les aires protégées ou ayant un intérêt dans leur gestion, et donc les questions de compréhension et de communication interculturelles.

La gestion des aires protégées s'inscrit dans un contexte politique qui varie d'un pays à l'autre et d'une localité à l'autre, où des valeurs et des attentes différentes concernant les sites naturels et leur utilisation par l'homme influencent la gestion. Dans certaines juridictions, les agences de parcs et organisations similaires ont un statut, une autorité et des ressources considérables. Dans d'autres, ce n'est peut-être pas le cas. Par conséquent, les relations entre ces organisations et autres organismes, ONG et communautés varieront, et les styles d'engagement devront être définis en fonction du contexte politique. L'un des facteurs influençant le contexte politique est le degré de liberté des médias, l'intérêt des médias pour la conservation, et l'attitude et l'intérêt des médias les plus puissants. Ce qui fonctionne dans un endroit peut ne pas fonctionner dans un autre, en fonction des règles et structures politiques et juridiques, de la force des différentes valeurs sociales et du pouvoir des différents groupes.

La collaboration avec de multiples parties prenantes impose des exigences différentes aux gestionnaires et aux organismes responsables (par exemple, un service des parcs nationaux), et des exigences différentes quant au temps et aux compétences du personnel de gestion à tous les niveaux et dans tous les rôles. L'engagement communautaire, la liaison avec les parties prenantes, la gestion des partenariats public-privé et les collaborations inter-institutions font désormais partie de l'énoncé du rôle des organismes et du personnel chargés des aires protégées. Considérons la gamme d'individus et d'organisations ayant un rôle ou un intérêt clair dans la gestion des aires protégées :

- voisins, propriétaires et locataires fonciers du secteur privé ou de la communauté, que ce soit à titre résidentiel, agricole ou de conservation privée ;
- communautés locales des environs, y compris les communautés autochtones et les résidents urbains situés à proximité ;
- communautés autochtones et locales résidant dans une aire protégée et/ou dépendant des ressources qui s'y trouvent pour leur subsistance (voir chapitre 25) ;
- autres organismes publics de gestion des terres ou des ressources naturelles et leur personnel, au même niveau de gouvernement, organismes forestiers, autorités de protection de l'environnement, autorités de gestion des

bassins versants ou commissions de l'eau, ou organismes maritimes et de pêche dans le cas des réserves côtières et marines ;

- autres organismes publics, au même niveau de gouvernement, pouvant nécessiter un accès ou une collaboration avec les aires protégées, gestion des situations d'urgence, armée, police ou gestionnaires d'infrastructures et des transports ;
- organismes des niveaux administratifs autres que ceux responsables de l'aire protégée, à l'échelle locale, régionale, provinciale / étatique, nationale et internationale, par exemple, l'Union Européenne ou les Nations unies ;
- politiciens et partis ou mouvements politiques influençant (positivement ou négativement) les politiques et la gestion relatives aux aires protégées ;
- ONG de conservation de la nature, y compris les groupes de plaidoyer, ceux qui s'occupent de gestion collaborative, et organisations philanthropiques contribuant à l'acquisition ou à la gestion des réserves ;
- touristes et utilisateurs de loisirs, locaux ou étrangers, réguliers ou occasionnels, particuliers ou organisés en groupes d'intérêt ;
- intérêts (commerciaux) locaux ou régionaux du secteur privé, tels que les entreprises de guides touristiques et les exploitants d'hébergement, généralement de petite taille, mais pouvant être liés à des entreprises ou à des réseaux plus importants ;
- intérêts commerciaux plus importants (avec ou sans présence locale permanente), jusqu'à l'échelle de puissantes sociétés transnationales ;
- organismes de recherche dont les activités reposent sur l'accès aux aires protégées ou en informent la gestion.

Cette liste indique un vaste éventail d'intérêts probables partout où il existe une aire protégée importante. Dans tous ces groupes, on trouve des partenaires actuels ou potentiels, des individus intéressés ou désintéressés, des opposants, des collaborateurs ayant un intérêt commun, et ceux se concentrant sur les opportunités commerciales. Certaines personnes joueront de multiples rôles. Par exemple, un membre de la communauté locale peut visiter l'aire protégée à des fins récréatives et participer également à la promotion du tourisme en tant que membre élu du gouvernement local et homme d'affaires local.

Au sein des organismes de gestion des aires protégées, différents employés collaboreront avec différentes parties pour différentes raisons. Les cadres supérieurs collaboreront officiellement avec les cadres supérieurs d'autres organismes, avec les organismes de l'industrie ou les groupes de pression des utilisateurs récréatifs et avec les médias, tandis que le personnel technique interagira quotidiennement avec

Tableau 14.1 Communautés et parties prenantes dans la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, et exemples relatifs à la gestion des aires protégées

Type de communauté	Base de l'intérêt commun
Géographique (spécifique à un lieu donné)	Déterminée par l'affinité ou un intérêt pour les conditions d'un système naturel ou humain spatialement défini (localité, district, région, juridiction). Les communautés locales auront un intérêt pour les aires protégées situées à proximité, en termes d'opportunités de loisirs, d'équipements scéniques, d'emploi, de perspectives commerciales telles que le tourisme, de gestion des incendies, de santé des bassins versants, etc.
Communautés implantées dans les aires protégées	Catégorie particulière de communautés géographiques ou spécifiques à un lieu donné (ci-dessus), vivant à l'intérieur ou à proximité d'une aire protégée, et directement tributaires de ressources situées à l'intérieur de celle-ci pour des raisons culturelles ou liées à ses moyens de subsistance. Les groupes autochtones sont particulièrement importants pour certaines aires protégées.
Politique / électorale	Également définie géographiquement, mais dans ce cas, comme citoyens de la juridiction dans laquelle une fonction publique particulière est située et gérée, et donc susceptible de chercher à influencer la gestion par le vote ou des contacts avec des représentants élus. Par exemple, un État/province où le gouvernement de la juridiction concernée est responsable des aires protégées, ou une zone sous administration locale où les réserves sont gérées au niveau municipal.
Familiale	Membres d'une famille localisée ou élargie ou d'un réseau familial. Une variable structurante primaire de toutes les sociétés, et plus susceptible d'être une considération secondaire mais éventuellement pertinente pour les gestionnaires d'aires protégées dans l'engagement avec les communautés.
Culturelle	Communautés éventuellement définies géographiquement, mais pas souvent, liées par la culture, l'ethnicité, les croyances religieuses, l'idéologie sociale, etc. Comme la communauté familiale, probablement une variable secondaire, mais influente pour la gestion des aires protégées, définissant des possibilités de stratégies d'information communautaire par le biais des réseaux sociaux ou, par exemple, d'attitudes communautaires variées à l'égard de questions telles que l'utilisation de la faune.
Professionnelle/économique	Groupes de personnes identifiables, souvent dispersés géographiquement, liés par une profession ou un emploi dans un type de carrière ou d'entreprise particulier. Intérêts individuels ou membres d'un groupe plus vaste, par exemple, opérateurs d'écotourisme, guides de chasse, chaînes d'hébergement, photographes professionnels de nature, etc., qui s'intéressent à la viabilité ou à l'accès aux aires protégées.
Définie par un incident ou un événement	Souvent organisationnelle ou professionnelle, mais dont l'intérêt est défini par un événement spécifique, où qu'il se produise, tel que l'impact de militaires sur les aires protégées en période de conflit, des services d'urgence et de secours lors de catastrophes ou d'accidents, ou des services de santé lors d'épidémies.
De connaissances / épistémique	Communautés définies par un système de connaissances, par exemple, une discipline universitaire ou un groupe d'intérêt particulier, tel que la biologie de la conservation, les études touristiques ou une société du patrimoine géologique.
Liée à un problème	Groupes ayant une identité et un but en raison de leur intérêt ou de leur engagement envers une question de fond, comme les services sociaux, l'accès des personnes handicapées aux bâtiments, une question de santé spécifique, etc. Par exemple, les sociétés de conservation de la faune sauvage, les ONG environnementales, les organisations internationales de conservation, les groupes de défense des droits des animaux, etc.
Loisirs organisés	Groupes liés par la participation ou la promotion d'activités récréatives (groupes sportifs, clubs de service, etc.), groupes de chasse, clubs de randonnée, alpinistes, etc.
Industrie du tourisme et touristes	Fournisseurs et consommateurs de services de visites organisées et services aux utilisateurs. Bien qu'il s'agisse d'une combinaison des catégories économique et récréative ci-dessus, elle est suffisamment importante pour justifier une catégorie distincte dans le contexte des aires protégées
Personnes ou communautés illégitimes ou illégales	Individus ou réseaux d'individus se livrant à des activités illégales ou inacceptables dans le contexte pertinent. Par exemple, braconniers, chasseurs illégaux, producteurs de drogues, colons informels (squatters), utilisateurs de loisirs défiant les règlements, etc.

Source : Adapté et étendu de Dovers et Hussey (2013)

le personnel des organismes locaux, les communautés et les entreprises locales, les politiciens locaux, les voisins immédiats et les visiteurs. De même, l'engagement variera selon le type et l'emplacement d'une aire protégée, selon si celle-ci est proche ou plus éloignée d'une ville. La définition d'une aire protégée par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) est celle « d'un espace géographique clairement défini, reconnu, dédié et géré, par des moyens légaux ou autres moyens efficaces, pour assurer la conservation à long terme de la nature et des services écosystémiques et valeurs culturelles associés » (Dudley, 2008:8).

Il existe clairement une grande diversité de « parties prenantes » : individus et groupes s'intéressant à la gestion des aires protégées, qu'il s'agisse d'un site unique ou d'un réseau d'aires protégées. Ceci fait écho à la diversité des aires protégées et des objectifs de ces sites. L'UICN définit six catégories d'aires protégées, selon que ces sites soient principalement gérés pour (voir chapitre 8) :

- I. une protection stricte : Ia, réserve naturelle intégrale ; Ib, zone de nature sauvage ;
- II. conservation et protection des écosystèmes (parc national)
- III. conservation d'éléments naturels (monument naturel)
- IV. conservation par une gestion active (aire de gestion des habitats/des espèces)
- V. conservation et loisirs dans les paysages terrestres/marins (paysage terrestre/marin protégé)
- VI. utilisation durable des ressources naturelles (aire protégée avec utilisation durable des ressources naturelles).

Ces catégories définissent différents objectifs principaux, et donc, différentes relations que les groupes d'une société auront avec la gestion et le personnel des aires protégées. Elles indiquent également un degré plus ou moins élevé de contrôle sur l'utilisation ou la visite d'une aire protégée, souvent défini dans la législation et autres politiques officielles. Par exemple, une réserve naturelle stricte (catégorie Ia) ou un monument naturel (catégorie III) peuvent disposer de contrôles réglementaires stricts pour la plupart des utilisations, tandis que les aires des catégories V et VI peuvent permettre les exploitations de loisirs, de tourisme, de pêche, de mines ou la récolte d'aliments de subsistance de façon plus ou moins contrôlée. Les catégories V et VI sont gérées comme des paysages culturels où la conservation de la nature coexiste avec les moyens de subsistance et les pratiques sociales des communautés résidentes. L'engagement entre les communautés et les gestionnaires n'est pas facultatif dans ces situations, mais est essentiel à l'objectif principal de la gestion des terres.

Ces objectifs correspondent cependant à ce pourquoi le site est principalement géré, et le plus souvent, il existe une variété d'utilisations et d'utilisateurs, et donc de relations avec les individus, les groupes sociaux et les organisations. Cette combinaison d'utilisateurs comprend les fournisseurs, les clients et les collaborateurs de la gestion des aires protégées, ceux dont les services sont recherchés et utilisés par les gestionnaires, ceux qui utilisent ou achètent les services fournis par les aires protégées, et ceux qui travaillent avec les gestionnaires d'aires protégées vers un but commun. Il s'agit là de relations fondamentalement différentes, basées sur des valeurs et des objectifs communs, des obligations commerciales, des attentes en matière de prestation de services ou des exigences réglementaires ou stratégiques à respecter.

De façon simpliste, les relations et interactions entre les gestionnaires d'aires protégées et les « autres » sont considérées comme impliquant principalement les utilisateurs de loisirs et les touristes qui utilisent le site afin de profiter de ses commodités naturelles, pouvant s'étendre aux visiteurs illégaux ou indésirables, aux opérateurs commerciaux à l'intérieur ou à proximité du parc national et aux propriétaires fonciers adjacents au parc. Les gestionnaires d'aires protégées savent qu'il en existe beaucoup plus : ONG environnementales, gardes volontaires, entreprises d'extraction des ressources, communautés locales tributaires de l'aire protégée d'une manière ou d'une autre, divers autres organismes gouvernementaux, etc. La liste des personnes avec lesquelles un gestionnaire d'aire protégée « s'engage » peut être très longue, et à mesure que le mouvement vers une conservation et une gestion des terres à l'échelle des paysages se poursuit, cette liste et sa variété augmenteront inévitablement.

La gestion des aires protégées n'est pas la seule à évoluer vers des partenariats et une gouvernance collaborative, et ceux-ci sont également devenus plus importants dans la gestion de l'eau et des bassins versants, la foresterie, la pêche, l'urbanisme, les politiques d'adaptation au climat, entre autres domaines, et des perspectives intéressantes ont émergé de ce paysage plus vaste (par exemple, Borrini-Feyerabend et al., 2007 ; Lockwood et al., 2010). Les gestionnaires d'aires protégées peuvent donc s'adresser à leurs pairs, dans d'autres organismes et secteurs relevant de leur compétence, pour obtenir des renseignements sur d'autres processus participatifs.

Le reste de ce chapitre place la gestion des aires protégées dans un cadre plus général de participation du public et d'engagement communautaire, en s'appuyant sur quatre questions : *qui* est susceptible de participer à la gestion des aires protégées, *pourquoi* ces personnes souhaiteraient être invitées à le faire, *comment* cet engagement pourrait être mise en œuvre, et *quand* et à quelle fréquence devrait-

Engagement et renforcement des capacités avec des dirigeants autochtones d'Amérique centrale, Costa Rica

Source : Eduard Müller

il avoir lieu. De cette façon, le chapitre encourage une attention particulière à la nature des sous-ensembles de ce qui est trop souvent vaguement appelé « la communauté », leurs impératifs et motivations, et les moyens par lesquels l'engagement se produit. La nomenclature et les arguments généraux sont tirés de Dovers et Hussey (2013) et de l'ensemble de la littérature sur la gestion environnementale participative.

Principes généraux d'engagement

Les principes suivants reflètent plus largement les enjeux généraux de la gestion concertée des ressources et de la participation du public. Ces principes sont généraux, ils se chevauchent dans une certaine mesure (par exemple, reconnaître les motivations, la réciprocité et la clarté) et peuvent être délicats (par exemple, la persistance et les limites du volontariat).

1. Reconnaissance des différentes motivations : bien que les gestionnaires d'aires protégées s'engagent avec d'autres parties autour de la préoccupation commune de la gestion d'une ou de plusieurs aires protégées, ou des implications de cette gestion pour d'autres sites et intérêts, les motivations seront rarement les mêmes. Le gestionnaire sera concerné par l'aire protégée avant tout, tandis que l'autre partie pourra être concernée par la conservation plus générale de la biodiversité, la gestion des incendies à l'échelle régionale, les moyens de subsistance et le développement économique

locaux, la sauvegarde des sites culturels, ou l'accès au tourisme et aux loisirs. Même au sein d'un même groupe d'utilisateurs, des motivations différentes pourront exister, comme dans le cas des utilisateurs de loisirs d'une aire protégée (voir l'étude de cas 14.5 pour un exemple). À l'extrême, il y aura ceux s'opposant aux aires protégées comme un moyen de conserver la nature, ou ceux qui plaideront ardemment pour des mesures de conservation plus strictes que les gestionnaires ne pourront accepter. Ces motivations variées peuvent coïncider, constituer la base possible d'un compromis ou créer des conflits. Il peut, en fait, être difficile de discerner la motivation première d'une partie prenante, par exemple lorsque le profit individuel peut être confondu avec le développement économique communautaire, ou lorsque l'attachement culturel profond peut être confondu avec la conservation de la nature. Les différentes motivations doivent être clairement identifiées et discutées ouvertement, afin d'éviter les « agendas cachés » ou que des tensions restent méconnues et donc mal abordées.

2. Réciprocité : conformément à différentes motivations, le but de l'engagement et de la participation est, pour un gestionnaire d'aire protégée, l'intégrité et la protection du site en question, alors que pour un fournisseur, un client ou un collaborateur, ce n'est peut-être pas le cas. En d'autres termes, les gens voudront obtenir quelque chose de la relation, que ce soit la protection d'une espèce, des opportunités de loisirs, des perspectives commerciales, la protection d'un site culturellement important, de l'eau potable en aval, ou un accès à des sources de nourriture ou à l'information.

Les études de cas 14.3 et 14.4 illustrent cela du point de vue des partenaires philanthropiques. Les stratégies d'engagement, ainsi que l'attitude et l'approche des gestionnaires d'aires protégées à l'égard de l'engagement, doivent reconnaître ces désirs et considérer l'engagement comme un arrangement réciproque visant à satisfaire, si possible, ces différents désirs. Dans le pire des cas, il sera toujours possible de comprendre, de manière transparente, pourquoi certains besoins et demandes ne pourront pas être satisfaits.

3. **Clarté et transparence** : l'ouverture et l'honnêteté sont la base des relations et de la collaboration, ou du moins, du compromis et de la tolérance, et même un conflit non résolu peut néanmoins déboucher sur un respect mutuel de chaque partie. L'engagement et la participation à la gestion des aires protégées devraient être fondés sur la clarté du but de l'engagement, de ce qui est à l'ordre du jour, et de qui prendra les décisions. Les intérêts communautaires ou commerciaux accepteront un engagement limité, mais pas de fausses attentes quant à leur influence. Par exemple, si la participation continue d'une communauté à la gestion d'une aire protégée donnée n'est que consultative, cela devra être clair dans le titre et le mandat qui lui est donné, sans impliquer autre chose ou entretenir d'ambiguïté quant à son niveau d'influence. La transparence du processus est également importante, de la durée du processus et du mandat et calendrier des réunions jusqu'à la circulation de l'information et la rétroaction. Une attention particulière doit être accordée aux personnes et aux groupes pour lesquels la participation à des consultations officielles est une expérience peu familière.
4. **Persistance** : l'engagement prend du temps et demande des efforts, et il existe une tendance compréhensible à terminer un processus d'engagement ou un partenariat dès qu'un besoin immédiat a été satisfait. Les groupes d'intérêt et les communautés locales voient d'un mauvais œil les consultations « intermittentes », et deviennent des partenaires négatifs plutôt que positifs s'ils estiment qu'ils sont utilisés uniquement pour servir les objectifs à court terme des gestionnaires et des gouvernements. Les relations ne se construisent pas rapidement, mais peuvent être rapidement détruites, et la persistance et l'engagement à long terme sont susceptibles d'être nécessaires dans de nombreuses situations.
5. **Limites du bénévolat et capacité de s'engager** : l'engagement prend du temps et demande des efforts de la part du personnel des aires protégées, mais cela fait partie de leur travail (ou devrait en faire partie). Les compétences du personnel, cependant, varieront quant à leur capacité à s'engager et à communiquer

avec des parties externes, de sorte qu'une formation et un renforcement des capacités pourront être nécessaires. Pour beaucoup d'autres, en particulier les communautés locales ou les ONG, la contribution à la gestion des aires protégées est volontaire, que l'organisme de gestion concerné les ait ou non invités à contribuer. Ceci doit être pris en compte et les limites du volontariat doivent être respectées, en évitant de placer des attentes ou des exigences trop lourdes sur les individus, et en respectant leur capacité d'engagement (temps, frais de déplacement, soutien technologique, etc.). Certains membres de la communauté peuvent avoir besoin d'une assistance financière ou technique pour permettre leur participation. Ce principe est exploré et illustré dans l'étude de cas 14.1 dans le cas des peuples autochtones.

6. **Exclusion et inclusion peuvent interagir** : lorsqu'un processus participatif est établi, certaines personnes et intérêts peuvent être, intentionnellement ou non, exclus par la façon dont le processus est structuré. Comme le politologue Schattschneider (1983:102) l'a dit : « celui qui décide des règles du jeu décide également de qui peut jouer ». Les gestionnaires et les gouvernements prennent des décisions concernant l'échelle géographique d'une consultation (et donc, qui est inclus), les sujets pertinents (et donc, qui sera intéressé) et le moment et le lieu des réunions ou l'accessibilité des documents web ou écrits (et donc, qui peut accéder au processus). De telles décisions peuvent rendre l'engagement facile et évident pour certains groupes et individus, ou difficile ou impossible pour d'autres.
7. **Représentativité** : les stratégies d'engagement supposent de décider qui sera invité à participer (voir la section « S'engager avec qui ? », ci-dessous), et cela implique souvent de définir quelles personnes ou organisations spécifiques sont plus susceptibles de représenter au mieux les intérêts concernés. Pour ce faire, les gestionnaires d'aires protégées doivent connaître les intérêts et les groupes pertinents, et s'assurer que le processus est suffisamment représentatif pour être juste et défendable, et produire des résultats qui seront acceptés, ou du moins compris, par les parties intéressées. Par exemple, une chambre de commerce locale pourra, ou non, représenter au mieux les entreprises les plus concernées par l'aire protégée, et un groupe de résidents ou un groupe communautaire pourra, ou non, représenter au mieux les personnes vivant à proximité ou les plus touchées par un plan de gestion. Une personne pourra avoir des difficultés à représenter une « communauté » qu'elle ne considère pas homogène. Il est particulièrement important d'être conscient de ces difficultés d'engagement, et d'augmenter la

représentation des groupes marginalisés dans la société, tels que les plus pauvres, les personnes marginalisées, les jeunes et les femmes. La représentation peut être une question très différente pour de nombreuses communautés locales, autochtones ou tribales (étude de cas 14.1), en comparaison à des groupes d'affaires ou de conservation organisés, et des stratégies telles qu'une série de réunions communautaires peuvent être nécessaires pour identifier des représentants. Demander à une personne de « représenter » un groupe particulier peut limiter sa contribution et réduire son rôle à défendre ou à promouvoir uniquement cet ensemble d'intérêts. Dans certaines situations, il peut être souhaitable d'impliquer des personnes sur la base de leurs connaissances et de leur expertise, leur permettant ainsi de contribuer de façon plus générale. Un mélange de représentants et d'experts dans un groupe consultatif peut être une solution efficace.

- 8. Compétences et ressources pour la collaboration :** l'engagement prend du temps, nécessite des ressources et exige des compétences appropriées. Les processus d'engagement précipités, mal conçus ou mal mis en œuvre peuvent créer des tensions et s'avérer nuisibles à de précieuses relations. L'engagement et la participation exigent des compétences qui devraient être développées et valorisées, de la conception d'une enquête d'opinion à l'organisation de réunions communautaires, en passant par la communication écrite. L'engagement peut également prendre beaucoup de temps, et les processus de gestion (comme la révision d'un plan de gestion) devraient identifier et prendre cela en compte. L'engagement exige également des ressources telles qu'un financement adéquat, une affectation de personnel et de l'information.

Il s'agit là de principes directeurs et non de règles ou d'une recette, mais ils reflètent les leçons tirées de processus participatifs de gestion des ressources naturelles et de l'environnement au cours de nombreuses décennies. Si l'on en tient compte soigneusement et tôt dans le processus, l'application de ces principes augmentera la probabilité d'un engagement positif.

Les quatre sections suivantes présentent les quatre variables centrales de l'engagement et de la participation (qui, pourquoi, comment et quand) afin que, dans une situation particulière, les gestionnaires d'aires protégées se posent et répondent à ces quatre questions dans le cadre de la conception, puis de la mise en œuvre, de stratégies d'engagement et de participation (figure 14.2).

1. Qui s'intéresse à la gestion des aires protégées dans cette situation particulière et, par conséquent, quelles personnes et quels groupes devraient être impliqués ?
2. Pourquoi ces groupes sont-ils intéressés et quelles sont leurs valeurs ? Ou, quel est le but de faire participer ces autres parties à la gestion de l'aire protégée dans cette situation particulière ?
3. Quelle(s) est/sont la/les forme(s) appropriée(s) de participation et d'engagement à la gestion des aires protégées pour ces groupes et ces objectifs, dans cette situation particulière ?
4. Quand l'engagement est-il requis ou quel est le meilleur moment, et à quels intervalles ?

L'analyse de chacun de ces principes, ainsi que les cadres et listes de contrôle présentés dans les quatre sections suivantes, augmentera la probabilité de choisir une approche appropriée dans une situation particulière.

Figure 14.2 Cadre général de conception d'une stratégie d'engagement

Il est important de reconnaître que les stratégies d'engagement impliquent généralement des compromis en termes de temps disponible, de personnel et autres ressources, ainsi que dans le nombre de parties prenantes pouvant être impliquées dans les discussions, et dans la mesure dans laquelle toutes les valeurs et attentes pourront être abordées. Des arbitrages devront être faits par les gestionnaires d'aires protégées et autres groupes, et le principe de transparence indique que ces limitations doivent, au moins, être clairement exprimées, afin que toutes les parties concernées aient une compréhension commune du processus dans lequel elles sont engagées.

S'engager avec qui ?

« Engagement » et « participation » sont des mots-clés de la politique moderne, de la politique publique et de la gestion, incitant les décideurs et le personnel des organisations à interagir avec le « public », les « communautés » et les « parties prenantes ». Les raisons d'un tel engagement sont souvent claires (voir ci-dessus, et la Section « Pourquoi : le but de l'engagement », ci-dessous), mais qui exactement doit être invité à s'engager, qui constitue le public ou la communauté, et qui a un intérêt ou un enjeu, peut ne pas être aussi clair. Comme indiqué précédemment, différents individus et groupes auront des raisons distinctes de participer à la gestion des aires protégées, qu'ils y soient invités par la direction du parc ou qu'ils souhaitent ou exigent de le faire. Il n'existe pas de « communauté » unique ou homogène, les gens formant des communautés autour de nombreux intérêts communs et variés. Le tableau 14.1 définit les principales communautés pertinentes pour la participation du public et l'engagement communautaire, et indique leur pertinence pour la gestion des aires protégées. La pertinence de certaines d'entre elles pour les aires protégées est évidente, comme dans le cas des communautés locales (géographiques) ou de loisirs. Pour d'autres ce sera moins le cas, comme pour les communautés culturelles ou économiques, mais ces dernières structurent les relations sociales et peuvent s'avérer pertinentes, voire cruciales, dans certaines situations.

Il s'agit là de grandes catégories présentant de nombreuses variations, par exemple au sein des communautés illégales, récréatives ou épistémiques. À ce titre, les personnes et organisations spécifiques, les problèmes et les préoccupations varieront considérablement en fonction des lieux et des situations. Il est important de noter qu'une personne peut appartenir à plus d'une communauté, comme un membre d'une communauté locale qui serait également utilisateur de loisirs d'un parc national et membre, par exemple, d'une association d'observation des oiseaux ou d'une alliance industrielle. Les aires protégées renferment des valeurs multiples et affectent encore plus de valeurs à

l'extérieur de leurs frontières, et celles-ci résonnent avec des croyances profondément ancrées dans la société. Les valeurs sont fondamentales pour les gens et doivent être prises au sérieux. Des communautés ou des réseaux de personnes se forment autour de valeurs et de préoccupations communes, et agissent pour poursuivre ou protéger ces valeurs, qu'elles soient récréatives, commerciales, criminelles, culturelles ou environnementales. La catégorisation ci-dessus est un dispositif visant à encourager la prise en compte de valeurs multiples, et donc, de communautés multiples.

Gérer des segments très différents de la « communauté » ou du « public » impliquera donc de choisir soigneusement le style et les moyens de communication. Certains intervenants et partenaires s'attendent à une communication formelle, tandis que d'autres seront peut-être plus à l'aise avec des discussions et des contacts informels. La communication, y compris le format des réunions, devrait toujours être définie pour répondre aux attentes des autres, y compris en étant sensible aux normes culturelles. Par exemple, les procédures officielles de réunion impliquant un président, un ordre du jour et des procédures de prise de parole peuvent être inappropriées dans certains contextes sociaux et culturels. Les représentants locaux sont très utiles pour donner des conseils sur les styles appropriés d'engagement et de communication.

Différents groupes au sein d'une société ou d'une communauté disposeront de différents degrés de pouvoir et de ressources, et de différents niveaux d'accès à l'information, et donc, d'un accès inégal aux possibilités de participation. De plus, certains groupes ayant des intérêts particuliers peuvent dominer les discussions publiques ou les processus d'engagement au détriment d'autres groupes. La connaissance d'une communauté locale et du contexte politique de la gestion des aires protégées peut guider les stratégies visant à faire en sorte que tous les groupes concernés aient la possibilité d'être entendus.

Souvent, une « communauté » particulière peut ne pas avoir une pertinence évidente pour la gestion des aires protégées, mais peut être utile en tant que moyen de communication avec d'autres communautés. Les institutions informelles (distinctes des institutions formelles) jouent un rôle important dans la gestion des ressources naturelles, en particulier dans les zones rurales et régionales, car elles représentent des liens sociaux, des normes de comportement et des connaissances locales (par exemple, Connor et Dovers, 2004). Les institutions et réseaux informels offrent des moyens de communication et d'engagement. La connaissance d'une communauté locale détenue par des travailleurs locaux de la réserve peut informer les gestionnaires sur les institutions et réseaux sociaux informels pouvant être difficiles à identifier de l'extérieur. Cependant, même si les travailleurs locaux peuvent disposer de meilleures connaissances sur les

conditions et individus locaux, ils peuvent ne pas toujours avoir la latitude nécessaire pour traiter avec les personnes avec lesquelles ils interagissent. En effet, ils peuvent être tenus de respecter les politiques et pratiques de leur organisation, telles qu'établies par leurs supérieurs.

Il est important de noter que la description générale de ces « communautés » pourrait s'appliquer à une grande variété de secteurs et de questions, comme la santé, l'équité ou l'emploi, ainsi qu'à la gestion des aires protégées. Cela mérite d'être souligné, car cela nous rappelle que l'engagement et la participation sont des préoccupations majeures dans de nombreux autres domaines. Deux considérations se posent alors : premièrement, les idées et méthodes d'engagement peuvent se retrouver dans d'autres domaines, et deuxièmement, il existera toujours des requêtes concurrentes en ce qui concerne le temps et l'attention des citoyens, des groupes communautaires et des organisations des secteurs privé et public. Sur ce dernier point, et en rappelant le principe général du respect des limites du bénévolat et des capacités communautaires, la question du « surmenage » s'est posée dans la gestion des ressources naturelles (Byron et Curtis, 2001).

Souvent, l'identification des « communautés » ou des parties prenantes relève d'une connaissance locale ou professionnelle de la part des gestionnaires, et parfois, elle est définie dans un plan de gestion, un processus réglementaire ou par des décideurs de haut niveau. Il existe cependant des méthodes plus formelles et plus détaillées pour identifier les parties prenantes, pouvant être utilisées dans les cas où les gestionnaires ne connaîtraient pas bien les communautés affectées, ou lorsque l'importance de la question à trancher justifie un effort accru. L'analyse des parties prenantes et celle des réseaux sociaux sont les principales méthodes employées, et ont été utilisées dans des contextes d'aires protégées (par exemple, Eadens et al., 2009 ; Prell et al., 2009). Des enquêtes auprès des visiteurs et des communautés, ainsi que des sondages d'opinion publique, peuvent servir à identifier ceux qui s'intéressent à la gestion des aires protégées, ou leurs attitudes à l'égard de la conservation de la nature et de la gestion des parcs.

Une dernière considération concerne l'appartenance des gestionnaires et du personnel des aires protégées, eux-mêmes, aux différentes communautés, ainsi que celle du personnel local d'autres organismes gouvernementaux étroitement associés à la gestion des aires protégées. Selon le tableau 14.1, ces personnes appartiennent à la communauté professionnelle et à la communauté des connaissances en tant qu'employés d'aires protégées, ou employés d'un organisme forestier ou similaire. Toutefois, elles seront également membres de communautés familiales ou locales, en tant qu'habitants des villages voisins, et étroitement liés aux membres de familles, à des voisins ou à des

Un exemple d'engagement réussi. Célébration près de Bega, en 2006, de la « restitution » du parc national de Biamanga par l'ancien ministre des Affaires autochtones du gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud, Hon. Milton Orkopoulos, et par le ministre de l'Environnement, Hon. Bob Debus AM (à droite), aux Anciens représentant la nation Yuin, en vue d'une future gestion conjointe avec le Service des parcs nationaux et de la faune sauvage de Nouvelle-Galles du Sud, Australie

Source : Ian Pulsford

membres de groupes sociaux aux valeurs très différentes. Dans de nombreuses régions éloignées, ces membres du personnel peuvent faire partie du petit sous-ensemble de la communauté possédant des qualifications professionnelles ou tertiaires, et souvent, ils seront les seuls à posséder des qualifications formelles dans des domaines spécifiques tels que l'écologie ou la gestion des terres. Deux questions importantes se posent alors. Premièrement, la détermination de conflit d'intérêts devrait faire partie de la conception de tout exercice d'engagement dans lequel les membres du personnel de gestion pourraient représenter, ou ont été désignés pour représenter, des intérêts potentiellement en conflit avec ceux de la direction. Deuxièmement, il peut être nécessaire de concevoir une stratégie d'engagement de façon empathique, afin d'éviter que les membres du personnel ne se retrouvent dans des situations difficiles ou dangereuses, au sein de leur propre communauté, pour avoir à défendre des positions jugées contraires aux intérêts de cette communauté.

Le message principal de cette section est que les aires protégées possèdent de nombreuses valeurs, et intéressent donc de nombreuses personnes, communautés et organisations pouvant se situer à proximité ou à plus grande distance. Les gestionnaires d'aires protégées doivent reconnaître ces

intérêts multiples, et être attentifs à identifier et à impliquer tous ceux ayant un intérêt dans l'aire protégée en question, quel que soit cet intérêt. Cette section a fourni des conseils généraux sur la réponse à la question importante : qui a un intérêt dans la gestion des aires protégées dans cette situation particulière ?

Pourquoi : les objectifs de l'engagement

Dans la section ci-dessus, nous avons évoqué un large éventail d'individus et de groupes ayant des intérêts dans les aires protégées. Il en résulte que leurs intérêts et leurs valeurs (pourquoi ils sont intéressés) varient également. Les stratégies d'engagement doivent donc permettre d'identifier ces différentes valeurs et de les aborder dans le cadre d'une consultation ou d'un processus similaire. Il est possible qu'un gouvernement ou un organisme de gestion des aires protégées décide que certains intérêts (qui et pourquoi) ne seront pas pris en compte, ou de la proportion de partage de pouvoir ou de prise de décision dont d'autres bénéficieront, c'est-à-dire le niveau sur l'échelle d'Arnstein (voir ci-dessus). Ces décisions peuvent être rationnelles et défendables, mais elles devraient toujours être fondées sur une analyse transparente des nombreuses finalités possibles, de sorte que les finalités non incluses le soient pour une raison, et ne soient pas simplement négligées ou oubliées. Le tableau 14.2 décrit les grandes catégories d'objectifs ainsi que des exemples relatifs aux aires protégées.

L'identification de la/des finalité(s) et des parties prenantes orientera la conception d'un exercice d'engagement. Il est important que toutes les personnes concernées possèdent une compréhension similaire de l'objectif d'un exercice d'engagement et, tout aussi important, de *ce qui n'est pas* l'objectif d'un tel exercice. Si une consultation sur la gestion des aires protégées ne veut pas envisager de modifier certaines règles de gestion, cela devra être clair. Si un changement à une politique d'accès plus générale dépasse la portée d'une révision de plan de gestion, cela devra être clairement compris pour éviter les malentendus ou les attentes irréalistes.

Le message de base de cette section est que l'engagement avec les communautés et autres organisations n'est pas unique dans son but, mais est entrepris pour permettre la réalisation de différents objectifs détenus par différents individus et groupes. Les gestionnaires d'aires protégées doivent être clairs quant aux objectifs à atteindre par le biais de l'engagement, c'est à dire sur leurs propres motivations, mais aussi sur celles des partenaires, afin que ces objectifs aient une plus grande probabilité d'être atteints. Cette section a fourni des conseils généraux pour répondre à la question importante : quel est le but de faire participer d'autres parties à la gestion des aires protégées dans cette situation particulière ?

Comment : formes d'engagement et de participation

Un large éventail de cadres et de méthodes d'engagement et de participation forment la « boîte à outils » à partir de laquelle des stratégies peuvent être construites (par exemple, Hall et McArthur, 1998 ; Beierle et Cayford, 2002 ; Creighton, 2005 ; Evans-Cowley et Hollander, 2010 ; O'Faircheallaigh, 2010). La portée du « qui et pourquoi », ci-dessus, peut guider le choix de l'approche, plutôt que de choisir les moyens avant les fins, c'est à dire, choisir la méthode sans une prise en compte suffisante de l'intention et du contexte.

L'encadré 14.2 présente une catégorisation des formes de participation pertinentes à la gestion des aires protégées (pour une autre version, voir Hall et McArthur, 1998:75). Dans chacun de ces cas, les gestionnaires disposeront de méthodes et processus plus spécifiques.

Il existe de multiples formes d'engagement et de participation du public. Au sein de chacune, des choix d'outils et de méthodes précis se présenteront. Par exemple, la consultation du public sur des propositions politiques ou de gestion pourra se faire par le biais de publications et de présentations en ligne, de sondages par courrier auprès de personnes sélectionnées, de réunions communautaires locales, de liens avec les organismes pertinents, ou d'une combinaison de ces activités. De même, il existe divers degrés de formalité pour les possibles dispositions concernant les gardes volontaires ou les activités des groupes de « soutien » ou « d'amis » des parcs. Les capacités de l'organisation de gestion et de son personnel, les ressources disponibles, les technologies de communication à disposition de la communauté locale, et les cadres réglementaires et politiques régissant la gestion des aires protégées influenceront sur les méthodes spécifiques les plus appropriées.

La pertinence de différents médias pour la communication entre les gestionnaires d'aires protégées et les autres parties prenantes est une considération importante dans le choix d'une forme d'engagement (chapitre 15). La capacité des communautés et autres organisations est l'un des déterminants des moyens de communication les plus appropriés : adéquation d'internet/e-mail, niveaux d'alphabétisation dans certains groupes communautaires, utilisation de visuels tels que des cartes ou des programmes interactifs, et disponibilité des médias. L'évolution rapide des technologies de l'information et des communications, y compris les réseaux sociaux, ainsi que des formes plus traditionnelles de communication, a élargi la gamme des options disponibles. Il est peu probable, cependant, que tous les membres, par exemple, d'une communauté

Tableau 14.2 Objectifs de la participation, y compris des exemples relatifs à la gestion des aires protégées

Objectif	Signification	Exemples relatifs à la gestion des aires protégées
Débat social	Permettre un débat autour de valeurs et objectifs sociaux plus vastes	Débats publics et politiques sur la conservation de la nature, l'accès, les conflits d'utilisation des terres, le développement du tourisme, les conflits entre groupes d'utilisateurs, les développements majeurs, etc.
Formulation de politiques	Définir des problèmes politiques, formuler des politiques ou élaborer des principes politiques	Contribution aux processus politiques concernant l'établissement, la gestion et l'utilisation des aires protégées, par le biais d'enquêtes, de contacts interministériels ou de contributions, des médias, de sondages d'opinion publique, etc.
Responsabilité statutaire ou de gestion	S'acquitter de responsabilités professionnelles ou réglementaires, y compris le respect des lois	Autres organismes de gestion des terres, etc., engagés dans des interactions politiques et de gestion avec les gestionnaires et organismes chargés des aires protégées.
Réponse à des événements ou des menaces	Répondre en tant que membre professionnel ou communautaire à un événement spécifique	Pour diverses raisons, y compris la sécurité communautaire (par exemple, incendie, inondation, conflit social, guerre), des raisons éthiques ou culturelles (par exemple, menaces contre les sites culturels, bien-être des animaux) ou des raisons économiques ou liées aux moyens de subsistance (par exemple, récolte illégale de ressources alimentaires locales importantes).
Informations et compétences	Faire appel à une expertise ou à des informations particulières	Conseils consultatifs d'experts ou avis scientifiques individuels, groupes de référence communautaires, etc.
Mise en œuvre des politiques et exécution des programmes	Mettre en œuvre ou soutenir la mise en œuvre des politiques	Diffusion de l'information relative aux aires protégées, aide au suivi ou à l'application de la réglementation, etc.
Gestion	S'engager dans la gestion ou le travail de terrain	Conseils ou comités consultatifs d'aires protégées, groupes de soutien ou d'amis du parc, rangers bénévoles, programmes de lutte contre les mauvaises herbes faisant appel à des bénévoles, etc.
Recherche	Utiliser les aires protégées comme sites de recherche	Écologie de la faune, science du feu, recherche touristique, etc., souvent en lien avec le suivi.
Suivi environnemental	Réaliser un suivi des conditions environnementales	Suivi de la qualité de l'eau, comptages d'oiseaux, relevés de mauvaises herbes, etc., entrepris par des bénévoles ou des groupes communautaires.
Maintien des moyens de subsistance ou des gains commerciaux	Subsistance, revenus, entretien des biens et valeurs culturels	Prestataires commerciaux dans les aires protégées ou à proximité, utilisateurs des ressources naturelles, communautés locales et autochtones.

Sources : Adapté de Dovers et Hussey (2013)

locale, disposent d'un même accès à différents mécanismes de communication, et il faudra veiller à ce que certaines personnes ne soient pas exclues des opportunités d'engagement par inadvertance.

Le message principal de cette section est qu'il existe une gamme de stratégies et de méthodes participatives, ainsi que de moyens de communication, adaptés à différents objectifs et personnes. Comme toute personne utilisant une boîte à outils, les gestionnaires d'aires protégées devront analyser qui et pourquoi, puis choisir la forme de participation (« comment ») adaptée à leur situation. Cette section a

fourni des conseils généraux pour répondre à la question importante : quelle est la forme appropriée de participation et d'engagement dans la gestion des aires protégées dans cette situation particulière ?

Quand l'engagement devrait-il se produire ?

Le moment approprié pour un exercice d'engagement variera selon le contexte, en fonction du besoin d'engagement et

Encadré 14.2 Formes de participation à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, y compris des commentaires relatifs aux aires protégées

Notes : Tout individu ou groupe peut participer à plus d'une forme de participation, en même temps ou sur une période donnée.

- **En tant qu'électeurs** à différents niveaux de gouvernement (national, État/province, local) dans les systèmes démocratiques, et **en tant qu'individus** au moyen de courriers aux représentants politiques ou aux médias, de participation aux consultations publiques du gouvernement (aujourd'hui souvent en ligne), en donnant leur opinions à la radio, etc. Les gestionnaires des aires protégées n'auront que peu d'engagement avec cette forme de participation du public, bien que les hauts fonctionnaires puissent être tenus de conseiller ou de répondre publiquement au nom de leur gouvernement si les réserves ou les stratégies de conservation deviennent politisées. En tant que visage des aires protégées, cependant, le personnel de terrain aura une influence sur la façon dont le public perçoit les aires protégées et leur valeur.
- En tant que membres de **groupes d'intérêt et pression**, tels que les ONG environnementales, les groupes d'agriculteurs, les partis politiques ou les associations de consommateurs. Les gestionnaires d'aires protégées, aux niveaux opérationnel et supérieur, entretiennent souvent des relations étroites et continues avec ces groupes, à l'échelle d'une seule aire protégée ou à l'échelle d'un organisme ou d'une juridiction. Les intérêts et objectifs de ces groupes peuvent être similaires ou s'opposer fortement à ceux de la gestion des aires protégées.
- **En tant que détenteurs de droits** spécifiés dans la législation, les plans de gestion ou les contrats définissant l'utilisation et l'allocation des ressources. Populations locales résidant dans les aires protégées ou dépendant des ressources qui s'y trouvent et détenant des droits sur ces ressources (en particulier les peuples autochtones), ou entités commerciales possédant des droits d'accès garantis par un accord formel.
- **En tant que consommateurs**, en définissant des choix de consommation et d'achat pour soutenir ou éviter des biens, des services ou des problèmes particuliers. À mesure que certains systèmes de réserves adoptent des coûts plus complets pour les utilisateurs (par exemple, des frais d'entrée) et/ou intègrent des activités commerciales, les visiteurs et utilisateurs se convertissent autant en consommateurs (payant pour une expérience souhaitée) qu'en citoyens (profitant d'une opportunité récréative fournie par l'État). Ce changement est susceptible de modifier les attentes des visiteurs et leur relation avec les gestionnaires et travailleurs des aires protégées. Par exemple, les attentes des utilisateurs à l'égard d'installations gratuites seront probablement plus faibles ou plus indulgentes que celles des utilisateurs ayant payé pour l'utilisation d'installations.
- **En tant qu'employés et travailleurs** de nombreuses industries, secteurs et professions mettant en œuvre de nouvelles pratiques environnementales et s'engageant avec d'autres entreprises ou organismes publics. Les employés d'entreprises ou d'organismes fournissant des services à des organismes chargés des aires protégées ou des parcs (entreprises de clôtures, voyagistes, nettoyeurs d'hébergements, entreprises d'entretien de véhicules, etc.) entretiennent souvent des relations étroites et durables avec les organismes chargés des aires protégées et leur personnel, seront tenus de se conformer aux règlements et aux attentes, et transmettront aux autres leurs perceptions concernant la valeur des aires protégées ou la qualité de la gestion.
- **En tant que destinataires de l'information**, y compris de l'information scientifique sur les changements environnementaux ou de messages sur les choix, les changements ou la mise en œuvre des politiques. Les visiteurs des réserves sont souvent ciblés par des messages spécifiques et généraux concernant la protection de l'environnement, la conservation de la biodiversité, le patrimoine et autres questions.
- **En tant que fournisseurs passifs d'information**, et en qualité de cibles des chercheurs, des analystes politiques ou des entreprises de sondages d'opinion qui guideront les choix et la conception des politiques, ou **en tant que participants actifs à des projets de recherche et de suivi** de la gestion des ressources et de l'environnement qui guideront les politiques. Les visiteurs et utilisateurs des aires protégées sont souvent interrogés ou surveillés (passivement), ou engagés plus activement dans la collecte, ou même l'analyse, de données. Cela inclut le suivi des conditions environnementales (comptages d'oiseaux, relevés de mauvaises herbes), ainsi que le succès des interventions de gestion. Les utilisateurs peuvent également être utilisés plus intensément dans la recherche par leur participation à des processus délibératifs tels que les « charrettes » participatives utilisées dans la planification, les jurys citoyens ou les conférences de consensus, dont les résultats peuvent influencer la gestion.
- **Par le biais de droits statutaires généraux** en matière de planification de l'environnement et des ressources naturelles, y compris les lois sur la liberté

d'information, le droit de s'opposer ou de commenter les propositions de développement, le droit d'accès aux tribunaux, ou par le biais de processus d'évaluation de l'impact environnemental ou social. L'établissement des réserves, les propositions de changement de gestion ou les aménagements physiques dans ou à proximité des aires protégées peuvent comporter des processus d'approbation et de commentaires du public en vertu de régimes réglementaires de l'administration.

- **Par le biais de processus de médiation ou de résolution de conflits** permettant de débattre et de résoudre des problèmes spécifiques. Les gouvernements ont souvent recours à des processus de médiation pour résoudre les différends sur des questions spécifiques, et de tels processus peuvent être utilisés dans le cadre des aires protégées et de leur déclaration ou gestion, permettant aux gestionnaires de s'engager étroitement avec un éventail de groupes communautaires et de parties prenantes.
- **En contribuant à des propositions de politiques** ou à des processus d'approbation de développements tels que les livres verts ou blancs du gouvernement, les tribunaux ou groupes de planification, les commissions d'enquête, les enquêtes parlementaires, les forums de discussion ou les groupes de travail politiques, etc. Les questions relatives aux aires protégées peuvent faire l'objet de tels processus ou faire partie de l'ordre du jour de ces processus (par exemple, autour de la biodiversité ou du tourisme en général), obligeant les gestionnaires à s'engager dans les processus politiques et stratégiques, à fournir des informations ou à comparaître devant des forums de ce type.
- **Par le biais de contributions aux plans de gestion**, élaborés dans le cadre de processus politiques plus généraux. Dans de nombreuses juridictions, le développement ou la révision de plans de gestion représente une occasion importante de participation des parties prenantes à la gestion des aires protégées.
- **Par la représentation au sein de conseils consultatifs, de comités**, etc., chargés de conseiller le gouvernement sur les politiques ou la gestion dans un domaine particulier (par exemple, la conservation de la biodiversité, la gestion des forêts), ou de façon plus générale (par exemple, un Conseil national du développement durable).
- **Par la participation à des conseils d'administration ou comités statutaires** possédant un mandat juridique et administratif, ainsi qu'une fonction de gestion réelle (par opposition aux fonctions purement consultatives). De nombreux réseaux d'aires protégées et de réserves au sein des administrations possèdent des conseils consultatifs ou des comités représentatifs des communautés et organismes similaires, fournissant des commentaires, des avis ou une collaboration en matière de gestion. Leur degré d'engagement et leur influence réelle sur la gestion varient considérablement.
- **En participant à des groupes et programmes de suivi communautaires**, qu'ils soient dirigés par les communautés ou parrainés par le gouvernement ou une combinaison des deux, ciblant un problème précis dans une localité donnée, comme les mauvaises herbes ou la qualité de l'eau, et **en tant que membres de groupes de gestion communautaires** engagés dans la gestion des ressources et de l'environnement et ciblant un problème précis dans une localité donnée. Il existe un large éventail de groupes bénévoles et communautaires actifs dans la gestion des aires protégées, tels que les groupes de soutien aux parcs, les clubs ornithologiques, les associations de chasse, etc., qui travaillent souvent en étroite collaboration avec les organismes et les gestionnaires, et fournissent des données, des activités physiques ou autres services qui complètent le travail des organismes.
- **Par le biais de modalités de gestion communautaire ou coopérative** (cogestion), où les responsabilités de gestion réelles sont définies et déléguées, et où un fort degré d'autonomie locale existe. Ces dispositions peuvent se limiter à la gestion dans le cadre d'un plan de gestion établi ou s'étendre à l'établissement d'objectifs et à la gouvernance plus générale de l'aire protégée. Les aires protégées à usages multiples, aussi bien terrestres que marines, les aires de gestion de la conservation de la pêche et les zones tampons fonctionnent, à certains endroits, grâce à des modèles de gouvernance collaborative où les communautés locales et/ou les utilisateurs des ressources participent à des modalités officielles de gestion. De nombreux systèmes d'aires protégées font appel à des membres de la communauté locale comme rangers volontaires, avec au moins un statut semi-officiel au sein de l'organisation et du régime de gestion.

Source : Adapté de Dovers et Hussey (2013)

Tableau 14.3 Calendrier de l'engagement, y compris des exemples génériques relatifs à la gestion des aires protégées

Calendrier et régularité	Justification	Exemples
Ponctuel ou ad hoc	À des fins précises survenant à intervalles irréguliers ou imprévisibles (note : le processus de gestion de ces circonstances peut être guidé par des plans de gestion ou autres documents réglementaires ou stratégiques)	Consultation sur le tourisme, des propositions de développement dans ou à proximité de l'aire protégée, etc. ; Programmes non planifiés de lutte contre une épidémie ou de contrôle d'une espèce nuisible.
Régulier mais occasionnel	Un problème qui n'est pas constamment à l'ordre du jour, mais se pose avec une certaine régularité prévisible	Réduction saisonnière des combustibles forestiers pour la protection contre les incendies ; Révision des plans de gestion à intervalles réguliers.
Continu	Questions constamment à l'ordre du jour et qui doivent donc être prises en compte par des dispositions d'engagement continu	Sondages sur l'expérience des visiteurs ou opportunité de commentaires ; Réunions de comités de gestion ou de comités consultatifs impliquant des parties externes ; Planification conjointe ou rétroaction des soutien du parc, groupes d'amis ou bénévoles de suivi.

des groupes engagés. Le tableau 14.3 présente une typologie simple à trois entrées de la fréquence à laquelle l'engagement peut être nécessaire, et peut permettre d'éclairer une meilleure organisation et planification d'une stratégie globale d'engagement. En règle générale, un principe clé s'applique, même si des questions urgentes se posent parfois : mieux vaut tôt que tard. Une communication trop tardive ou trop ciblée aliénera les partenaires et un niveau de communication insuffisant frustrera ou apparaîtra symbolique (voir chapitre 15).

L'avantage d'une évaluation de l'engagement basée sur un calendrier et une fréquence appropriés est que la mise à jour et la préparation d'éléments comme les stratégies d'information et de communication, les listes de contacts et les ressources en personnel seront intégrées aux programmes de travail, et ne seront donc pas oubliées ou seulement prises en charge à la dernière minute. Les gestionnaires des aires protégées seront, non seulement, bien préparés à un engagement efficace, mais d'autres personnes et groupes pourront également être avertis et préparés.

Le message principal de cette section est que l'engagement avec les communautés et autres organisations varie en terme de calendrier, d'exigences de préparation et de régularité des contacts et des communications. Le calendrier variera selon les objectifs et les formes d'engagement. Cette section a fourni des conseils généraux sur la réponse à la question importante : quand une stratégie ou un processus d'engagement doit-il

avoir lieu, à quels intervalles et comment la gestion des aires protégées peut-elle être préparée ?

Conclusion

La gestion des aires protégées implique une négociation, une consultation, des partenariats et parfois des conflits avec les voisins, les fournisseurs, les clients et les collaborateurs. Ces relations intègrent les aires protégées dans des paysages sociaux, économiques et institutionnels complexes, loin de l'idée que les réserves sont gérées de façon isolée, comme des « îles » dans le paysage. Pour les gestionnaires, cela représente un défi quant à la meilleure façon de s'engager avec différents groupes et individus, et aux possibilités d'obtenir les meilleurs résultats que ces relations ont à offrir. L'engagement et la collaboration sont devenus, et constitueront de plus en plus, des compétences de base pour les gestionnaires d'aires protégées, exigeant du temps, des ressources et des compétences. De plus, la gestion adaptative est plus susceptible de réussir si les connaissances et compétences des communautés peuvent être mises à profit, et si ces communautés soutiennent les initiatives de gestion.

Étude de cas 14.1 Engagement des populations autochtones

Les populations autochtones sont les premiers gardiens de l'environnement et, au XXI^e siècle, elles restent les gardiens de certaines des régions les plus biologiquement diverses du monde. Certaines de ces zones sont détenues et gérées par des peuples autochtones. Dans d'autres, les droits d'utilisation et d'engagement sont reconnus dans la gestion, et ailleurs, ces droits et utilisations restent méconnus. La reconnaissance formelle de l'importance des aires protégées pour les peuples autochtones est récente. Depuis 1945, les Nations unies et autres organisations telles que l'Organisation internationale du travail (OIT) ont remédié aux séquelles historiques de la dépossession et des injustices subies par les communautés autochtones, y compris la confiscation des terres désignées comme aires protégées. Une consultation avec les communautés autochtones contemporaines ne portera donc jamais uniquement sur la conservation, mais inclura toujours des questions relatives aux droits, à la justice sociale et à la réconciliation.

Qui sont les peuples autochtones ?

L'organisation des Nations unies et autres organismes internationaux ont choisi de ne pas avoir une définition formelle, s'appuyant plutôt sur un processus d'auto-identification, et une définition de travail :

Les communautés, peuples et nations autochtones présentent une continuité historique avec les sociétés précédant la conquête et la colonisation de leurs territoires, et se considèrent comme distincts des autres secteurs de la société dominant aujourd'hui ces territoires ou qui en sont partie. Ils constituent, aujourd'hui, des secteurs non dominants de la société et sont déterminés à préserver, développer et transmettre aux générations futures leurs territoires ancestraux et leur identité ethnique, sur la base de leur existence continue en tant que peuple, en accord avec leurs propres systèmes culturels, leurs systèmes légaux et leurs institutions sociales (Nations unies, 2004:2)

Cette définition n'inclut pas les peuples autochtones constituant la population majoritaire d'une nation et/ou détenant un pouvoir gouvernemental, comme par exemple, dans la plupart des pays insulaires du Pacifique.

Selon cette définition, les peuples autochtones représentent environ 5% de la population humaine de la Terre, dans quelque 90 pays (Nations unies, 2009). Les variations géopolitiques sont considérables, des Maoris néo-zélandais largement intégrés, et qui représentent 15% de la population nationale, aux minuscules populations marginalisées des Aïnous au Japon et des Dyaks à Bornéo, en passant par les habitants des forêts tropicales d'Afrique centrale et les éleveurs de rennes Samis d'Asie du Nord et d'Europe Scandinave. Ils représentent 15% des populations pauvres du monde, et beaucoup vivent de la terre comme agriculteurs de subsistance, éleveurs ou chasseurs-cueilleurs.

En raison de leur position d'intendants originaux, de leurs liens spirituels continus avec la nature et de leur position souvent marginalisée dans la société, la relation des peuples autochtones avec les aires protégées (et leurs gestionnaires) est unique. Une consultation significative avec les peuples autochtones exige une attention particulière de la part des gestionnaires des aires protégées, notamment parce que ceux-ci ne se considèrent pas comme une simple partie prenante à consulter, comme le montre cette citation d'un aborigène australien :

Cependant, ce n'est pas vraiment un terme approprié pour parler des communautés autochtones. Nous avons une très

longue relation avec la terre, incluant des connexions spirituelles profondes. Cela signifie que nous nous considérons comme propriétaires de la terre d'une manière très réelle et unique. Ces liens que nous avons avec la terre sont mal retranscrits par le terme « partie prenante ». (ANUTECH Development International, 1998:8)

À partir des années 1980, une série de conventions, de politiques et de lois nationales et internationales annonçaient un « nouveau paradigme » dans le discours sur la conservation de la nature, reconnaissant la nécessité d'harmoniser les objectifs de conservation avec les besoins sociaux et économiques, et avec des déclarations explicites sur l'amélioration de la façon dont les organisations chargées des aires protégées allaient s'engager avec les peuples autochtones (Alcorn, 2010) En 2008, les Nations unies réaffirmaient les droits des peuples autochtones et élaboraient des objectifs mettant l'accent sur leur participation, y compris quelques critères qualitatifs (Larson, 2006). Le Congrès mondial des parcs (WPC) de 2003 a connu un haut niveau de représentation des peuples autochtones, très actifs tout au long du Congrès pour faire entendre leur voix en tant que « détenteurs de droits » (DeRose, 2004). Le WPC a joué un rôle crucial dans la progression de la participation des autochtones à la gestion des aires protégées.

Engagement autochtone dans la gestion des aires protégées

Toutes les catégories d'aires protégées invitent les peuples autochtones à participer, dans une certaine mesure, dans le cadre de leur engagement plus vaste avec la société civile. Cependant, le niveau de cette participation varie considérablement, tout comme la satisfaction des peuples autochtones à l'égard des résultats. Dans les aires protégées où les peuples autochtones sont officiellement propriétaires, ils sont gestionnaires et non simples participants. Les « règles d'engagement » élaborées sur la scène internationale encouragent un processus allant au-delà de la consultation, destiné à faire plus qu'informer les populations autochtones sur les actions proposées dans l'aire protégée, ou demander des commentaires sur un projet de plan de gestion. Les catégories V et VI d'aires protégées offrent les meilleures opportunités de collaboration avec les communautés autochtones et locales, en encourageant des partenariats égaux et la recherche d'objectifs communs.

Des partenariats fructueux ont été établis dans le contexte d'autres catégories, le plus connu étant la gestion conjointe des parcs nationaux, en particulier en Nouvelle-Zélande, en Australie et en Amérique du Nord. Dans ce modèle, les terres appartiennent à un groupe/organisation autochtone, et sont louées au gouvernement en tant que parc national, géré par un conseil de gestion composé d'une majorité de propriétaires traditionnels autochtones (Smyth, 2001). Ce modèle accorde un pouvoir de décision presque égal au groupe autochtone et à l'autre partenaire, généralement gouvernemental. L'Australie dispose également d'un système d'aires protégées autochtones (IPA), reposant sur une planification concertée avec les propriétaires fonciers autochtones (Hill et al., 2011).

La région éloignée de Kimberley, en Australie Occidentale, en est un exemple, le peuple Unguu ayant élaboré un plan de « pays sain » pour l'IPA de Wunambal Gaambera, en collaboration avec une ONG, Bush Heritage Australia (WGAC, 2010). Bien que la planification d'action de conservation (PAC) basée sur la science occidentale (chapitre 13) ait fourni le cadre d'une planification participative, il a été reconnu que le processus devait grandement être adapté afin de respecter

et de soutenir les priorités, les structures de gouvernance, les connaissances, les capacités et les objectifs à l'échelle locale. Premièrement, pour soutenir les contributions significatives des participants à la planification, le processus, au lieu d'être piloté par des planificateurs et facilitateurs de la conservation, a intégré les structures de gouvernance autochtones, les protocoles et les priorités locaux, y compris la tenue de réunions dans les pays et l'adoption de délais flexibles. Deuxièmement, les concepts de base de la PAC, fondés sur les processus et systèmes écologiques, ont été modifiés pour intégrer les catégories définies par les propriétaires traditionnels du Wunambal Gaambera et les connaissances culturelles autochtones (Moorcroft et al., 2012).

Le plan « pays sain » qui en a résulté est un succès dans la planification interculturelle de la conservation, en ce sens qu'il s'inspire des approches occidentales de planification de la conservation, tout en respectant et en complétant les connaissances et les approches autochtones de la gestion des terres et de l'eau. Cela démontre que les aspirations des propriétaires traditionnels à diriger le programme de planification de la conservation de leurs domaines ancestraux peuvent être un succès (Moorcroft et al., 2012).

Groupe de femmes de Wunambal Gaambera discutant des objectifs de leur plan « pays sain » avec Heather Moorcroft de Bush Heritage Australia

Source : H. Moorcroft

En dehors des aires protégées officielles, l'UICN reconnaît les Aires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC) comme des zones de grande valeur de conservation où la gouvernance collaborative avec les populations locales et autochtones constitue la base de la gestion. Il existe de solides défenseurs d'une plus grande participation autochtone à toutes les formes de gestion des ressources naturelles, afin d'améliorer les résultats de conservation et de maintenir des moyens de subsistance durables (Ross et al., 2011).

Deux points importants se dégagent. Premièrement, une consultation adéquate est un élément fondamental d'un partenariat efficace entre les aires protégées et les populations autochtones. De mauvais systèmes de communication aboutiront à un échec des partenariats. Deuxièmement, en règle générale, les peuples autochtones considèrent la consultation comme un moyen de parvenir à une fin, qui généralement ne se limite pas à une plus grande participation à la prise de décisions concernant les aires protégées, mais qui comprend l'obtention d'une justice sociale, d'emplois, d'autonomisation, d'égalité et de réconciliation, et, plus important encore, du droit à prendre soin des paysages culturels.

Une vaste littérature est disponible, dans le domaine des sciences sociales, sur la façon de consulter les peuples autochtones. Pendant des décennies, des ONG mondiales telles que Forest Peoples Programme et l'Institut international pour l'environnement et le développement ont été témoins de graves cas de suppression d'opportunités et de déni de droits par des sociétés multinationales souhaitant exploiter les ressources des pays pauvres. Une grande partie de l'iniquité est due à une consultation inadéquate, conduisant à des malentendus et à un consentement loin d'être pleinement éclairé. En réponse, ces organismes ont élaboré des processus et des politiques visant à s'assurer que la consultation et le dialogue mènent à des partenariats équitables (Mayers et Vermeulen, 2002). Cette base de connaissances, associée à un cadre international solide, constitue un environnement favorable dans lequel le personnel des aires protégées peut s'engager auprès des communautés autochtones.

Bien que chaque lieu et chaque groupe de personnes soit différent et que les gestionnaires des aires protégées doivent comprendre et respecter ces différences, il existe un ensemble de considérations fondamentales quant à la raison pour laquelle les peuples autochtones devraient être consultés, et de facteurs à prendre en compte pour ce faire.

Pourquoi consulter les peuples autochtones ?

La consultation des populations autochtones est essentielle pour les raisons suivantes :

1. Ils sont les propriétaires originels, qui peuvent avoir été dépossédés de leurs terres ou vivent encore dans une aire protégée. Ils ont des droits fondamentaux, en tant que propriétaires originels, de participer à la prise de décision concernant l'aire protégée.
2. Les peuples autochtones possèdent des connaissances écologiques traditionnelles applicables dans un contexte de gestion contemporain.
3. Les peuples autochtones ont un intérêt majeur dans les aires protégées, car celles-ci représentent quelques-uns des rares endroits sur Terre où leurs paysages culturels traditionnels demeurent relativement intacts, un aspect important pour l'identité culturelle et comme base pour les dispositions de partage du pouvoir.
4. Il a été démontré que les aires protégées ne fonctionnent pas si elles ne bénéficient pas du soutien des populations autochtones locales.

Quels sont les facteurs importants à considérer ?

1. La participation autochtone à la gestion des aires protégées est invariablement fondée sur les droits. Ainsi, plusieurs agendas coexistent, inévitablement. Un aspect apparemment « hors sujet » pourrait être au centre des intérêts communautaires.
2. Si vous représentez un organisme gouvernemental, la communauté pourrait ne pas vous faire confiance en raison de legs historiques. Le renforcement de la confiance au niveau individuel est essentiel.
3. Les peuples autochtones sont souvent défavorisés, ce qui entraîne de graves inégalités de pouvoir, et rend difficile une négociation équitable. Les sentiments d'impuissance tendent à ne pas aboutir à des résultats de négociation équitables. Les communautés autochtones peuvent ne pas avoir les compétences ou les capacités requises pour négocier efficacement ou, dans certains cas, pour comprendre pleinement ce qui est négocié ou discuté.

Il se peut qu'elles ne disposent pas des systèmes de gouvernance nécessaires pour répondre aux demandes d'information ou pour organiser la participation aux réunions.

4. La représentation dans les communautés autochtones est différente de la plupart des autres sociétés. L'échelle de consensus dans les communautés autochtones se situe normalement à un petit groupe d'ainés dans un clan ou autre groupe social. Une aire protégée peut impliquer beaucoup de ces groupes, qui ne disposent pas de systèmes traditionnels de consensus entre eux. Vous pourriez vous retrouver à négocier avec la mauvaise personne ou le mauvais groupe, ou arriver à un certain niveau de frustration parce que personne n'est disposé à parler au nom de quelqu'un d'autre.
5. Bien que subtiles, les différences culturelles dans les communications interpersonnelles peuvent être la cause de l'échec d'une consultation. Par exemple, il est inapproprié d'envoyer un membre junior du personnel négocier avec un détenteur de connaissances senior de la communauté (il existe beaucoup d'autres exemples ; voir Annandale et Feary, 2009).
6. Chacun arrive à la table des négociations avec un agenda et des attentes différents. Ceux des peuples autochtones seront différents de ceux d'un gestionnaire d'aire protégée, et il est donc essentiel d'organiser suffisamment de réunions et de discussions pour que tout soit bien clair.
7. En conclusion, les peuples autochtones sont des « parties prenantes » particulières qui exigent une attention et un respect particuliers. C'est par le biais de mécanismes de participation effectifs que les peuples autochtones peuvent maintenir ou renouveler leurs liens avec la terre et l'eau, apportant ainsi une série d'avantages, notamment la justice sociale et une meilleure protection de la nature grâce à l'utilisation des connaissances traditionnelles.

Étude de cas 14.2 Région autochtone de Cullunghutti : un partenariat pour la protection d'une montagne

Les projets de patrimoine culturel dans lesquels les peuples autochtones partagent leurs connaissances culturelles avec le personnel des aires protégées peuvent mener à des partenariats à long terme pour la protection des lieux d'importance culturelle. Ce fut le cas lors de la reconnaissance officielle d'une montagne sacrée près de Nowra, dans le sud-est de l'Australie. Bien que l'importance culturelle de la montagne Coolangatta (ou Cullunghutti) pour les communautés aborigènes locales soit connue depuis longtemps par le Bureau de l'environnement et du patrimoine de Nouvelle-Galles du Sud (OEH), il n'y avait, jusque-là, pas d'information suffisante pour appuyer sa protection juridique. En 2004, le Service des parcs nationaux et de la faune sauvage de Nouvelle-Galles du Sud (NPWS, une division de l'OEH) a entrepris une étude sur le patrimoine culturel aborigène, visant à informer la gestion de plusieurs nouvelles réserves naturelles dans la région. Au cours de cette étude, qui comprenait des recherches approfondies sur l'histoire orale, l'importance de la montagne est devenue évidente (Waters et Moon, 2005).

Quelques années plus tard, un membre du personnel du NPWS a remarqué une annonce pour la vente de 67 hectares de terrains privés sur les pentes de la montagne Coolangatta et a alerté la section concernée de l'OEH. Le personnel du Département a rencontré les populations aborigènes locales afin de discuter de l'achat proposé des terrains, car leur soutien était fondamental pour que l'achat aille de l'avant. Il reçurent un soutien majoritaire et les terrains furent achetés en 2008. En 2011, ils ont été déclarés Aire

aborigène en vertu de la *Loi de Nouvelle-Galles du Sud sur les parcs nationaux et la faune sauvage*. Cette catégorie, rarement utilisée, protège les lieux et caractéristiques d'une valeur culturelle exceptionnelle pour les aborigènes.

À la suite de ces premières réunions, un comité informel autochtone représentant des organisations, des groupes communautaires et des familles s'est formé et réuni régulièrement avec le personnel de l'aire protégée pour discuter de la gestion de cette petite parcelle de terre. La création de l'Aire aborigène a permis une discussion (et quelques désaccords) sur les questions de propriété foncière, d'autonomisation, de droit de parler au nom du « pays » et de meilleure façon de protéger les terres possédant des valeurs culturelles. Ainsi, bien que la route ait été et demeure difficile, l'achat et la désignation de l'aire aborigène de Cullunghutti ont abouti à de nombreux résultats très positifs.

Bien que l'aire aborigène de Cullunghutti soit petite, son existence signifie que la valeur de toute la montagne est appréciée et mieux comprise par la communauté non-aborigène. Cette compréhension a été renforcée par une étude détaillée de « L'histoire vivante de Cullunghutti », qui a documenté les valeurs, les histoires et les relations auprès des personnes du district (Waters Consultancy Pty Ltd, 2013). En octobre 2013, une journée de célébration joyeuse et émouvante a été organisée pour souligner l'établissement de l'aire aborigène. Ce fut la première fois que les communautés autochtones locales purent publiquement raconter l'histoire de la montagne et sa signification culturelle.

Célébrer Cullunghutti : Rod Wellington (Ancien de Jerrinja et fonctionnaire du Bureau de l'environnement et du patrimoine culturel) prononce un discours lors d'un rassemblement pour célébrer la déclaration de la région aborigène de Cullunghutti, Nouvelle-Galles du Sud, Australie, octobre 2013

Source : S. Feary

Étude de cas 14.3 Engagement philanthropique : l'expérience du Yosemite

« Les donateurs résoudre tous nos problèmes financiers ». Bien que cela puisse être vrai, le succès d'un programme philanthropique nécessite un engagement important en termes de temps et de ressources de la part du personnel de l'organisation, de son conseil d'administration et de l'organisme chargé des aires protégées. Les aires protégées sont plus efficaces lorsque le gouvernement et les intendants citoyens engagés en faveur du site travaillent ensemble pour cet objectif commun. Lorsque les citoyens se sentent suffisamment concernés, ils se sentent également suffisamment engagés pour donner de leur temps personnel et de leurs ressources financières. La philanthropie est le résultat naturel de ce sentiment.

Les groupes philanthropiques, cependant, fournissent de nombreuses fonctions importantes, autres que la collecte de fonds, pour les aires protégées. Beaucoup de ces groupes considèrent les aires protégées comme des temples ou des lieux spéciaux pour la restauration spirituelle. Grâce à leurs communications passionnées, de nouveaux intendants sont identifiés et encouragés à rejoindre le mouvement. Grâce à ces groupes, des individus aux points de vues et aux motivations différents peuvent partager leur amour d'un même site.

Les partenariats public-privé réunissent le meilleur des deux mondes. Ces partenariats offrent une marge d'excellence pour la protection des ressources et l'amélioration de l'expérience des visiteurs, bien au-delà de ce qu'un budget gouvernemental pourrait accomplir. Les particuliers et les organisations peuvent ajouter une valeur supplémentaire au financement public des aires protégées qui constitue le fondement nécessaire de la conservation.

Depuis les débuts du Service des parcs nationaux (NPS) des États-Unis, la philanthropie personnelle a joué un rôle essentiel dans la construction du réseau de parcs. Dans certaines régions, des portions de terres ont été achetées par des particuliers et données au NPS. Des écoliers ont fait don de quelques centimes pendant les années 1920 et 1930 pour aider à acheter le terrain occupé aujourd'hui par le parc national des Great Smoky Mountains. Dans le parc national du Yosemite, le premier musée construit sur un terrain du NPS a été possible grâce à un don généreux. À la suite de cela, la première ONG a été créée pour gérer le musée, en 1923. Quatre-vingt-onze ans plus tard, le Yosemite Conservancy perpétue cette tradition. Ces types de partenaires philanthropiques étaient et sont essentiels à la durabilité de nos aires protégées.

Mouflon d'Amérique (*Ovis canadensis*), parc national de Banff, Canada

Source : Graeme L. Worboys

Comme le montre clairement ce chapitre, il existe de nombreuses motivations différentes pour que les individus et les organisations s'engagent en faveur des aires protégées. Cela s'applique également à la philanthropie. Cependant, l'accent sera mis ici sur un aspect principal : l'intendance. En plus de recueillir des fonds pour soutenir les divers besoins d'une aire protégée, la philanthropie peut inspirer les personnes à s'engager pour protéger un site. Cette connexion à un lieu contribue à renforcer le désir de préserver et de soutenir une aire protégée. L'intendance se définit par un engagement de temps et de ressources financières.

Les donateurs du Yosemite Conservancy permettent de fournir des subventions au parc national du Yosemite, afin d'aider à préserver et protéger le Yosemite aujourd'hui, et pour les générations futures. Le Conservancy est dédié à l'amélioration de l'expérience des visiteurs, afin que chacun puisse profiter au maximum de son séjour au Yosemite. Ses membres sont les intendants du Yosemite. Le Conservancy offre à plus de 43 000 personnes la possibilité d'exprimer combien ils apprécient le Yosemite par leur engagement de soutien. Une partie de la mission du Conservancy est d'enrichir l'expérience des visiteurs, contribuant ainsi à créer de nouveaux intendants potentiels pour le Yosemite. Un élément clé du développement de nouveaux intendants est de concentrer un important domaine de subvention sur les jeunes générations. Yosemite Conservancy aide environ 27 000 jeunes à apprécier le parc chaque année.

Bien entendu, les projets de gestion de la faune et des ressources constituent également un aspect important du programme de subventions du Yosemite. Yosemite Conservancy a accordé des subventions ayant permis de réintroduire le mouflon d'Amérique (*Ovis canadensis sierra*), aider à protéger le faucon pèlerin (*Falco peregrinus*) et étudier et réintroduire la grenouille à pattes jaunes (*Rana sierra*), pour ne citer que quelques exemples. La restauration des habitats est un autre élément important du programme de subventions du Conservancy. La restauration des séquoias géants (*Sequoiadendron giganteum*) de Mariposa Grove sera le prochain effort de subvention majeur du Conservancy, qui commémorera le 150^e anniversaire du Yosemite en tant qu'aire protégée.

Enseignements importants

La philanthropie est un partenariat qui doit être entretenu. Le rôle de l'organisation est de gérer l'aire protégée. Celui du groupe philanthropique est de fournir un soutien sous forme de subventions, de projets et de programmes. Les deux entités doivent respecter leurs rôles et responsabilités respectifs, une tâche difficile qui exige de la vigilance. Une entité qui tenterait de dominer l'autre ne conduirait qu'à l'échec du partenariat. La clé pour éviter cet échec est un accord global signé, définissant le cadre de la relation entre les deux organisations.

Un groupe philanthropique ne devrait pas se concentrer sur le plaidoyer. Son objectif principal est de répondre aux besoins de l'organisation chargée de la gestion de l'aire protégée par des subventions obtenues de ses donateurs.

Comment maintenir l'engagement et l'intérêt des donateurs ? Ils doivent être tenus informés des activités aussi bien de l'organisation à but non lucratif que de l'aire protégée. Les donateurs veulent que leurs ressources soient utilisées efficacement. Ils veulent être sûrs que leurs dons ne remplaceront pas le budget de l'organisme gouvernemental, mais qu'ils s'ajouteront aux fonds gouvernementaux. Les subventions doivent être utilisées dans les délais et dans les limites du budget, tout en atteignant les objectifs du projet. La transparence et les rapports aux donateurs sont essentiels. Le succès du Yosemite Conservancy sur plus de 450 projets, et avec plus de 80 millions de dollars américains au cours des dernières années, repose sur un partenariat avec le NPS générant des subventions et aboutissant à des projets que les donateurs peuvent voir, et dont ils peuvent être fiers.

Chaque année, le NPS fournit au Yosemite Conservancy une liste de demandes de subvention. Le conseil d'administration du Conservancy sélectionne les projets qui, selon lui, intéresseront le plus les donateurs et fourniront cette marge d'excellence au-delà du budget du gouvernement. Ce processus fonctionne bien pour le Conservancy. Espérons que vous aussi trouverez la formule parfaite pour votre partenariat réussi.

Étude de cas 14.4 Engagement philanthropique : une perspective australienne et un exemple néo-zélandais

Les organisations philanthropiques et les philanthropes ont été des catalyseurs importants de la croissance et du développement des aires protégées publiques et privées en Australie, et sont susceptibles de jouer un rôle croissant dans la conservation de l'environnement. Avec des niveaux globaux de dons en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) légèrement inférieurs en Australie qu'au Royaume-Uni et au Canada, et beaucoup plus faibles qu'aux États-Unis, et des contributions de personnes fortunées plus faibles, la philanthropie en Australie a un fort potentiel de croissance.

Le paysage des dons

Les initiatives gouvernementales sont essentielles au renforcement du secteur. Selon Philanthropy Australia (2014), premier organisme de philanthropie en Australie, la mise en œuvre d'incitations fiscales, la croissance des programmes de dons sur les lieux de travail et une sensibilisation accrue du public aux avantages de la philanthropie conduisent à une augmentation des dons.

Philanthropy Australia (2014) estime qu'environ 5 000 fondations en Australie donnent annuellement entre 500 millions de dollars australiens (466 millions de dollars américains) et 1 milliard de dollars australiens (932 millions de dollars américains). En outre, les contribuables individuels ont réclamé plus de 2,2 milliards de dollars australiens (2,05 milliards de dollars américains) en dons déductibles en 2010-2011, ce qui représente un investissement substantiel dans la philanthropie. Selon un rapport du Credit Suisse (Sydney Morning Herald, 2013), cependant, et selon certains indicateurs, les australiens sont les personnes les plus riches du monde, et les 10 % d'australien les plus riches ont connu la plus forte croissance de revenus au cours des trois dernières décennies, une croissance encore inégalée au niveau des dons.

Les australiens consacrent environ 7 % de leurs dons philanthropiques aux questions environnementales. Bien que ceci ne soit pas négligeable, et que des progrès aient été réalisés dans le domaine de la conservation de l'environnement, les menaces croissantes sont telles que plus de donateurs et des dons plus généreux sont nécessaires. L'Australian Environmental Grantmakers Network, une organisation soutenant les donateurs environnementaux, compte plus de 80 membres, y compris des philanthropes individuels, des fiducies et des fondations.

En 2011-2012, le gouvernement australien a annoncé des dons publics d'environ 130 millions de dollars australiens (121 millions de dollars américains) « pour aider à la protection et à l'amélioration de l'environnement naturel » (SEWPAC, 2013:193). Les recherches menées par le réseau suggèrent que la majorité de ces dons sont destinés au financement de la biodiversité, environ 65 % des membres du réseau soutenant la biodiversité. Le soutien à la protection de la biodiversité comprend des subventions à des groupes communautaires pour l'acquisition et la gestion d'aires protégées privées, et pour un plaidoyer en faveur d'aires protégées publiques plus nombreuses et mieux gérées.

Alors que les tranches de financement les plus notables sont destinées à l'acquisition de terres et à de grands projets, les dons plus modestes contribuent collectivement à la protection de la biodiversité. De nombreux donateurs soutiennent également des projets plus petits, avec des objectifs plus tangibles, tels que la lutte contre les espèces

envahissantes, la plantation d'arbres et le suivi d'espèces. Des donateurs individuels soutiennent également les groupes communautaires de défense de l'environnement avec des montants plus faibles. En effet, un grand nombre de petits dons ont contribué à la réalisation du premier réseau complet de parcs nationaux marins le long de la côte de l'État du Victoria en 2002, et une collaboration de fondations et de particuliers a financé la défense d'un nouveau réseau national de parcs marins en 2013, le plus grand du monde.

Catalyseurs et dirigeants

Au cours des dernières décennies, un certain nombre d'individus et d'organisations ont joué un rôle de catalyseur dans la croissance des aires protégées australiennes.

Au début des années 1990, un philanthrope individuel, Martin Copley, a financé l'achat de cinq propriétés en Australie occidentale, couvrant 450 000 hectares dans le Kimberley, le sud-ouest de l'Australie et la baie de Shark, un site du Patrimoine mondial. Sa passion pour la terre et les animaux autochtones l'a amené à créer l'Australian Wildlife Conservancy, qui, avec le soutien d'un groupe diversifié d'australien, possède et gère aujourd'hui plus de 3 millions d'hectares à travers le pays.

Un autre philanthrope, David Thomas, de la Fondation Thomas, a récolté 12,6 millions de dollars australiens (11,7 millions de dollars américains) de fonds privés et 6,2 millions de dollars australiens (5,8 millions de dollars américains) de fonds publics, en plus de l'engagement de sa propre fondation de 10 millions de dollars australiens (9,3 millions de dollars américains), pour contribuer à divers projets, dont « Gondwana Link », dans le sud-ouest de l'Australie, un *hotspot* de biodiversité. Travaillant à grande échelle dans les paysages, Gondwana Link représente une nouvelle façon d'intégrer les terres publiques, privées et autochtones pour assurer la protection de la biodiversité. Un soutien philanthropique tel que celui de Thomas a permis de réaliser cette grande vision, et constitue une source d'inspiration pour de nombreux projets similaires. Des organisations, ainsi que des particuliers, ont été pionniers de l'implication privée et philanthropique dans des initiatives de conservation de la nature et d'aires protégées. Le Fonds mondial pour la Nature (WWF) et Earthwatch en sont deux exemples en Australie et dans d'autres pays.

Considérations relatives à l'engagement

Une gamme complexe de facteurs doit être prise en compte dans l'engagement philanthropique en vue d'obtenir un soutien pour des projets futurs.

Les aires protégées privées sont largement soutenues par un financement philanthropique et gérées par des organisations telles que l'Australian Wildlife Conservancy et Bush Heritage Australia. Le soutien philanthropique est souvent constitué de contributions importantes et catalytiques (souvent pour l'acquisition de terres ou un projet clé) provenant d'un individu ou d'une fondation (souvent doublées par le gouvernement), qui sont ensuite soutenues par de nombreux petits dons de particuliers. Le soutien aux aires protégées et à la biodiversité en général est une proposition attrayante pour ceux qui cherchent à faire des dons, en raison des liens personnels des individus avec des paysages particuliers, de l'attrait des sites présentant une grande beauté naturelle, et des avantages à long terme de l'investissement dans l'acquisition et la gestion

Doug Humann, ancien Directeur de Bush Heritage Australia (une ONG de conservation), s'adressant à des représentants communautaires, dont des donateurs, lors de la présentation de la réserve de conservation de Scottsdale, dans le sud de Nouvelle-Galles du Sud. Ces terres ont pu être achetées grâce au financement de donateurs philanthropiques et au Programme du système national de réserve du gouvernement australien en mars 2007, pour la protection des forêts herbeuses de gommiers des Tablelands du Sud, en voie de disparition, grâce à un accord de conservation à perpétuité

Source : Ian Pulsford

de terres. De telles considérations sur ce qui motive et inspire les philanthropes doivent être prises en compte, et sont également pertinentes compte tenu des possibilités actuelles de participation aux projets d'aires protégées.

Les possibilités de participation philanthropique à la gestion des aires protégées se sont accrues en réponse à l'expansion des aires protégées sous gestion autochtone, sans but lucratif ou conjointe. Actuellement, les peuples autochtones gouvernent un peu plus de 30 % du système de réserves naturelles de l'Australie (SEWPAC, 2012). De nouveaux défis apparaissent quant à l'engagement des donateurs, du fait de ces opportunités. De plus en plus de fonds philanthropiques sont affectés à des projets dont l'approche est multidimensionnelle et aborde non seulement les questions environnementales, mais également de santé, de justice sociale et d'éducation. Les Aires protégées autochtones (IPA) et les programmes de gestion autochtone des terres et de la mer sont des projets de cette nature.

En plus de ces considérations, malgré la popularité des aires protégées pour les philanthropes environnementaux, la plupart des ONG environnementales conviennent que l'accès au financement philanthropique est difficile. En dehors des campagnes de collecte de fonds régulières (généralement à la recherche de petites sommes d'argent auprès de sympathisants et de membres), la grande majorité des fonds philanthropiques, et en particulier les dons importants, proviennent de sources non annoncées, et le plus souvent à l'instigation du philanthrope, et non de l'organisation recherchant les fonds.

Pour les philanthropes et les demandeurs de subventions, certaines questions juridiques et fiscales sont à considérer. Selon la voie de financement, la plupart des philanthropes et entités philanthropiques exigent que leurs bénéficiaires disposent d'un statut de bénéficiaire de don déductible (DGR). L'obtention du statut de DGR est souvent un processus complexe et fastidieux, prohibitif pour les petits groupes dirigés par des bénévoles.

En outre, malgré le grand nombre de fondations en Australie, la grande majorité n'ont qu'une portée relativement faible et peu ou pas de personnel. En effet, de nombreuses fiducies et fondations n'ont qu'une capacité limitée pour accepter des demandes et entreprendre des recherches, ou ne disposent pas de processus ouvert d'attribution de subventions, et il n'existe que peu d'information publique disponible sur les fiducies individuelles. Le secteur philanthropique n'est soumis qu'à peu d'exigences de reddition publique de compte quant à ses activités.

Dans le contexte de l'obtention de fonds, il convient de rappeler que, dans la plupart des cas, les philanthropes ne sont pas obligés de donner. Ils le font en raison de leur passion, de leur générosité et de leur désir de laisser un héritage positif. Une bonne communication, l'honnêteté et le respect sont essentiels pour favoriser et maintenir de solides relations philanthropiques.

Projet Janszoon : un exemple en Nouvelle-Zélande

Le Project Janszoon (2014) est une fiducie privée, travaillant en partenariat avec le Abel Tasman Birdsong Trust, le Département de la conservation de Nouvelle-Zélande (DOC) et la communauté, afin de s'assurer que les valeurs de la biodiversité soient restaurées et améliorées dans le parc national d'Abel Tasman. Ce parc national emblématique est situé à la pointe de l'Île Sud et, bien qu'il soit le plus petit de Nouvelle-Zélande, avec seulement 23 500 hectares, il attire chaque année 150 000 visiteurs, qui apprécient sa grande beauté et sa faune ornithologique, à pied ou en kayak. Comme la plupart des parcs nationaux, cependant, Abel Tasman reçoit sa juste part de mauvaises herbes et animaux sauvages, et le DOC reconnaît le rôle critique de la philanthropie dans la résolution de ces problèmes.

La réintroduction réussie d'espèces d'oiseaux, de plantes et d'animaux clés dans le parc national d'Abel Tasman est une grande priorité pour le projet Janszoon, qui vise actuellement l'élimination des mauvaises herbes exotiques,

des rats et des fouines. Ces dernières ont été introduites à la fin des années 1880 pour lutter contre les lapins et les lièvres, eux aussi introduits, et constituent aujourd'hui une menace majeure pour les oiseaux et animaux autochtones. Depuis 2012, le projet Janszoon, en collaboration avec le DOC et avec l'aide des écoles secondaires locales, a aménagé plus de 2 000 pièges à fouines à travers le parc. Le nombre de fouines est aujourd'hui suffisamment faible pour permettre la première réintroduction continentale d'une espèce en danger critique d'extinction. Début 2014, 12 kakariki ou perruches à front jaune (*Cyanoramphus auriceps*), élevées pour l'occasion, ont été relâchées pour

rejoindre les quelques individus qui survivent encore dans les coins les plus reculés du parc.

Janszoon est le deuxième prénom d'Abel Tasman, un explorateur néerlandais qui a découvert la Nouvelle-Zélande en 1642. Le Project Janszoon Trust a été créé par une famille philanthropique de l'Île Nord et fonctionne depuis 2012. Fort du soutien de la communauté et d'une relation très positive avec le DOC, le projet Janszoon a pu se fixer comme objectif de transformer l'écologie du parc au cours des trois prochaines décennies, jusqu'à la célébration, en décembre 2042, du 400^e anniversaire de la visite d'Abel Janszoon Tasman sur ces terres, et le centenaire de la formation du parc national d'Abel Tasman.

Étude de cas 14.5 Collaboration avec les parties prenantes des loisirs : expérience de la Fédération internationale d'alpinisme et d'escalade

Dans la première décennie du XX^e siècle, une relation collaborative et productive entre le président américain Theodore Roosevelt et un groupe varié d'utilisateurs de loisirs tels que des pêcheurs, des cavaliers, des chasseurs, des randonneurs et des alpinistes a conduit à la création de 17 millions d'hectares (170 000 kilomètres carrés) de forêts nationales, 53 refuges nationaux de faune sauvage et 18 sites « d'intérêt particulier », comme le parc national du Grand Canyon. Aujourd'hui, ces aires protégées continuent d'attirer chaque année des millions d'amateurs d'activités de plein air et autres visiteurs du monde entier, désireux de profiter de leurs ressources naturelles, récréatives et culturelles spectaculaires.

En établissant un style de travail respectueux, mutuellement bénéfique et collaboratif, et une vision commune pour la conservation de ces endroits spéciaux que tous chérissaient, Roosevelt et ces diverses parties prenantes des aires protégées ont également créé un changement radical dans le concept et l'échelle de gestion des terres dans le monde.

Le « bloc » (ou « bouldering ») récréatif est une activité populaire pour développer ses compétences d'escalade dans le parc national de Joshua Tree en Californie, aux États-Unis

Source : Clancy Pamment

Le résultat a été la création d'un réseau continental de parcs nationaux, de forêts nationales, de rivages nationaux, de refuges et réserves nationaux de faune sauvage, ouvert à tous les visiteurs à peu ou pas de frais. Ce système demeure un modèle mondial pour la création et le maintien de parcs et autres types d'aires protégées.

Dès le début de sa présidence, en 1901, Roosevelt a compris qu'il ne réussirait pas à imposer sa vision de conservation à grande échelle pour l'Amérique sans l'aide des puissants acteurs récréatifs de cette époque, qui voulaient tous un accès continu aux aires protégées pour poursuivre leurs activités. Il a alors insisté sur la création d'une « voie d'intendance » viable, trouvant des moyens de réunir les parties prenantes de manière positive et constructive pour discuter de leurs objectifs, intérêts, idées et préoccupations communs et concurrents. Il a ensuite souligné les avantages à long terme pour tous s'ils adoptaient et soutenaient sa grande vision de la conservation, qui offrait un sentiment partagé prestigieux d'intendance et de fierté.

Aujourd'hui, les amateurs de loisirs sont toujours très préoccupés par les questions d'accès leur permettant de poursuivre leurs activités dans les aires protégées. Leur pouvoir et leur influence sont considérables. En 2012, l'industrie américaine des loisirs de plein air a estimé qu'elle avait généré environ 646 milliards de dollars américains d'activité économique et 6,1 millions d'emplois directs, soit trois fois plus que l'industrie pétrolière et gazière (OIA, 2012). Ces chiffres incluent les autres secteurs sur lesquels repose l'industrie des loisirs de plein air, tels que l'industrie, la vente en gros et au détail, le transport et l'entreposage, ainsi que l'hébergement et les services à proximité des sites de loisirs de plein air.

Le processus collaboratif de la « voie d'intendance » utilisé par Roosevelt est tout aussi utile aujourd'hui pour aider les parties prenantes du milieu récréatif à soutenir les aires protégées. Il peut également représenter un outil important pour les amateurs de loisirs et autres parties prenantes des aires protégées, afin de trouver des idées innovantes et des moyens efficaces de minimiser leurs impacts sur les aires protégées. Voici deux exemples.

Promouvoir l'intendance

En 2012, la Fédération internationale d'alpinisme et d'escalade (Union internationale des Associations d'alpinisme : UIAA) cherchait un moyen de promouvoir l'intendance de la montagne et de minimiser les impacts des déplacements en montagne, de l'alpinisme et de l'escalade dans le monde entier. Sa première idée fut simplement de rechercher et financer un certain nombre de projets susceptibles de contribuer à la protection des montagnes. Bien que cela semblait simple, le processus s'est avéré long, limité géographiquement et difficile quant à la comparaison équitable de la valeur des différents projets.

L'UIAA a réalisé qu'elle aurait plus de succès dans la recherche de projets importants si elle collaborait plutôt en tant que « pont entre les parties prenantes », entre les mondes beaucoup plus vastes du tourisme de montagne et de la protection des montagnes. Ainsi, en 2013, l'UIAA a lancé avec succès son

Alpinisme sur la Dent du Géant, Massif du Mont Blanc, France

Source : Clancy Pamment

Prix de l'intendance pour la protection des montagnes (UIAA 2013a). Ce prix annuel offre une généreuse récompense monétaire à un service de guide, à une communauté, à une association ou à une agence de voyage dont le travail dans une région montagneuse du monde contribue efficacement à résoudre au moins l'un des problèmes d'intendance à long terme suivants :

- conservation de la biodiversité ;
- énergie durable et gestion des ressources ;
- gestion et élimination des déchets ;
- adaptation aux effets des changements climatiques ou atténuation de ces effets ;
- préservation des cultures locales et autochtones et promotion de l'éducation pour tous.

Avec ce système, l'UIAA peut présenter et promouvoir un certain nombre de projets ou de programmes d'intendance des montagnes bien conçus, dans le monde entier, sur son site web chaque année, puis récompenser l'un d'entre eux avec une attention médiatique mondiale ciblée et une récompense monétaire importante destinée à aider son promoteur à poursuivre ses programmes et ses réalisations. Cette approche, par opposition à l'investissement dans un petit nombre de projets distincts, permet d'avoir un impact plus important par la reconnaissance et la communication de bonnes pratiques, touchant ainsi la communauté plus vaste

des acteurs récréatifs et autres parties prenantes engagées dans la gestion des aires protégées.

Du conflit à la coopération

Depuis le milieu du XXe siècle, l'accès spontané à des opportunités de loisirs exceptionnelles et diverses a considérablement accru l'intérêt du public pour les aires protégées dans le monde entier. À mesure que l'urbanisation continue de s'étendre et que les sociétés adoptent des technologies de communication modernes, de plus en plus de personnes choisissent de s'installer dans des régions situées à l'intérieur ou à proximité d'aires protégées. Aujourd'hui, les aires protégées ne sont pas seulement perçues comme des lieux naturels à apprécier en contraste avec la « civilisation », mais offrent toute une gamme d'opportunités de loisirs également perçues comme des équipements régionaux de grande valeur, à faible coût, et contribuant à améliorer la santé. Bien que la popularité accrue des aires protégées puisse accroître les pressions et les impacts des visites sur celles-ci, elle peut également susciter un engagement plus fort du public et un soutien politique en faveur d'une protection continue. Les gestionnaires d'aires protégées qui interagissent de façon proactive, régulière et productive avec les utilisateurs récréatifs découvrent souvent que ceux-ci peuvent être des partenaires d'intendance motivés et compétents.

Lorsqu'ils interagissent avec divers utilisateurs récréatifs, la gouvernance collaborative et la gestion adaptative (explorées dans ce chapitre) offrent aux gestionnaires d'aires protégées un cadre pour créer un rôle précieux pour chaque type d'utilisateurs récréatifs (randonneurs, alpinistes, cavaliers, pêcheurs, etc.). En s'engageant activement et en rencontrant périodiquement des groupes d'utilisateurs récréatifs, les gestionnaires peuvent mieux comprendre leurs valeurs, leurs intérêts, leurs motivations et leurs préoccupations particuliers, et comment ceux-ci se connectent, physiquement et mentalement, aux aires protégées.

Les gestionnaires doivent reconnaître que chaque type de loisirs possède son propre ensemble de valeurs communes, son histoire et son style de communication. Un moyen efficace de s'engager avec divers segments d'utilisateurs récréatifs est de les jumeler avec des membres du personnel ou de la communauté locale qui soient également amateurs de ces loisirs. Ces individus servent ensuite de contacts clés pour l'aire protégée, un lien de confiance entre les gestionnaires de l'aire protégée et les utilisateurs récréatifs. Cette étape simple peut représenter un grand bond en avant dans la construction d'une relation avec les usagers récréatifs.

Par exemple, les alpinistes et grimpeurs du monde entier possèdent une longue histoire de leadership dans la création et la promotion des aires protégées, en particulier dans les régions de montagne. Cependant, leurs cultures sportives non conventionnelles et individualistes peuvent parfois conduire à des conflits avec la gestion. En 1997, l'UIAA, représentant 4,5 millions de membres de la communauté mondiale de l'escalade (UIAA, 2013b), a aidé le Club alpin américain (AAC) à collaborer avec le Service des parcs nationaux des États-Unis (NPS) pour représenter les intérêts des grimpeurs du monde entier, en tant qu'acteurs historiques et traditionnels du parc national du Yosemite, un site du Patrimoine mondial de l'UNESCO.

Après qu'une crue éclair catastrophique sur la rivière Merced ait affecté la vallée du Yosemite en 1997, une partie des plans de récupération initiaux du NPS prévoyait la reconstruction de chambres d'hôtel loin de la rivière, les plaçant à côté du Camp

4, le terrain de camping rustique et traditionnel des grimpeurs, situé sur un terrain plus élevé. Alertés par l'AAC et l'UIAA, les grimpeurs du monde entier ont exprimé leur forte opposition à ce plan, qui, selon eux, dégraderait l'expérience de camping naturel au Camp 4. Les discussions initiales entre le NPS et l'AAC n'ont pas réussi à résoudre le problème, et une action en justice a été intentée pour arrêter le processus de planification.

La situation s'est toutefois grandement améliorée lorsque le NPS a envoyé l'un de ses employés de planification, un grimpeur bien connu et respecté du Yosemite, rencontrer les représentants de l'AAC, de l'UIAA et des dirigeants de la communauté locale de l'escalade. Celui-ci s'est avéré très efficace pour communiquer les énormes défis auxquels les planificateurs du NPS devaient faire face dans l'élaboration d'un plan de récupération réaliste, équilibrant les intérêts de toutes les parties prenantes du Yosemite, dans le cadre des efforts de récupération post-inondations. Les grimpeurs l'ont considéré comme un messenger de confiance, capable de communiquer efficacement leurs besoins, leurs préoccupations et leurs idées au NPS.

Ce « collègue » a comblé le fossé entre les parties prenantes et a permis les premières interactions provisoires qui ont finalement abouti à une relation de collaboration entre « les grimpeurs et les rangers ». Un hommage durable à cette

collaboration réussie est arrivé en 2003, lorsque le Camp 4 a été officiellement inscrit sur le Registre national des lieux historiques par le Département de l'intérieur des États Unis. Une plaque de bronze officielle, placée près d'un rocher d'escalade populaire dans le Camp 4, rappelle aujourd'hui aux campeurs et aux visiteurs cette désignation spéciale.

Le résultat le plus précieux de cette déclaration, cependant, a été la relation étroite, respectueuse et collaborative entre les parties prenantes, qui s'est encore renforcée depuis. En utilisant « l'étincelle » de cet émissaire de confiance, qui partageait les valeurs des deux groupes, les grimpeurs et les responsables du NPS sont parvenus à un dialogue chaleureux et mutuellement bénéfique, qui a conduit à un terrain d'entente sur cette question dans le parc national du Yosemite.

Des progrès impressionnants peuvent être réalisés dans la gestion des aires protégées lorsque les utilisateurs récréatifs ne sont pas considérés comme « faisant partie du problème », mais sont plutôt impliqués de manière productive en tant que partenaires respectés qui peuvent « faire partie de la solution ». En développant un style de travail mutuellement bénéfique et collaboratif, basé sur le respect mutuel et une vision partagée pour ces sites, les parties prenantes des aires protégées peuvent optimiser le concept et l'échelle de la gestion des terres.

Références

Lectures recommandées

- Alcorn, J. (2010) *Indigenous Peoples and Conservation*, Conservation White Paper Series, MacArthur Foundation, Chicago.
- Anderson, T. L. et James, A. (eds) (2001) *The Politics and Economics of Park Management*, Rowman & Littlefield, Lanham, MD.
- Annandale, M. et Feary, S. (2009) *Consulting with Aboriginal and Torres Strait Islander communities: agroforestry in north Queensland*, RIRDC Report No. 08/168, Rural Industries Research and Development Corporation, Canberra.
- ANUTECH Development International (1998) *Ecological Sustainable Forest Management and Native Title*, ANUTECH Proprietary Limited, Canberra.
- Armitage, D. R., Plummer, R., Berkes, F., Arthur, R. I., Charles, A. T., Davidson-Hunt, I. J., Diduck, A. P., Doubleday, N. C., Johnson, D. S., Marschke, M., McConney P., Pinkerton, E. W. et Wollenberg, E. K. (2009) 'Adaptive co-management for social- ecological complexity', *Frontiers in Ecology and the Environment* 7: 95–102.
- Arnstein, S. (1969) 'A ladder of citizen participation', *Journal of the American Institute of Planners* 35: 216–24.
- Bäckstrand, K., Khan, J., Kronsell, A. et Lövbrand, E. (eds) (2010) *Environmental Politics and Deliberative Democracy: Examining the promise of new modes of governance*, Edward Elgar, Cheltenham, Royaume-Uni.
- Beierle, T. C. et Cayford, J. (2002) *Democracy in Practice: Public participation in environmental decisions*, RFF Press, Washington, DC.
- Borrini-Feyerabend, G., Pimbert, M., Farver, M. T., Kothari, A. et Renard, Y. (2007) *Sharing Power: A global guide to collaborative management of natural resources*, Earthscan, Sterling, VA.
- Byron, I. et Curtis, A. (2001) 'Landcare in Australia: burned out and browned off', *Local Environment* 6(3): 311–26.
- Connor, R. et Dovers, S. (2004) *Institutional Change for Sustainable Development*, Edward Elgar, Cheltenham, Royaume-Uni.
- Creighton, J. L. (2005) *The Public Participation Handbook: Making better decisions through citizen involvement*, Jossey-Bass, San Francisco.

- Cundill, G. et Rodela, R. (2012) 'A review of assertions about the processes and outcomes of social learning in natural resource management', *Journal of Environmental Management* 113: 7–14.
- DeRose, A. (2004) 'Overview of community participation at the Vth IUCN World Parks Congress', *Parks* 14(2): 18–29.
- Dobson, A. (2003) *Citizenship and the Environment*, Oxford University Press, Oxford.
- Dovers, S. et Hussey, K. (2013) *Environment and Sustainability: A policy handbook*, 2nd edn, The Federation Press, Sydney.
- Dryzek, J. S. et Niemeyer, S. (2010) *Foundations and Frontiers of Deliberative Governance*, Oxford University Press, Oxford.
- Dudley, N. (2008) *Guidelines for Applying Protected Area Management Categories*, UICN, Gland.
- Eadens, L. M., Jacobson, S. K., Stein, T. V., Confer, J. J., Gape, L. et Sweeting, M. (2009) 'Stakeholder mapping for recreational planning of a Bahamian National Park', *Society and Natural Resources* 22: 111–27.
- Evans-Cowley, J. et Hollander, J. (2010) 'The new generation of public participation: internet-based participation tools', *Planning, Practice and Research* 25: 397–408.
- Fitzsimons, J. A. et Wescott, G. (2008) 'Evolving governance arrangements in multi-tenure reserve networks', *Environmental Conservation* 35: 3–7.
- Fitzsimons, J., Pulsford, I. et Wescott, G. (eds) (2013) *Linking Australia's Landscapes: Lessons and opportunities from large-scale conservation networks*, CSIRO Publishing, Melbourne.
- Folke, C., Hahn, T., Olsson, P. et Norberg, J. (2005) 'Adaptive governance of social-ecological systems', *Annual Review of Environment and Resources* 30: 441–73.
- Hall, M. C. et McArthur, S. (1998) *Integrated Heritage Management: Principles and practice*, Stationery Office, Londres.
- Healey, P. (1997) *Collaborative Planning: Shaping places in fragmented societies*, Macmillan, Londres.
- Hill, R., Walsh, F., Davies, J. et Sandford, M. (2011) *Our Country Our Way: Guidelines for Australian Indigenous protected area management plans*, CSIRO and Australian Government, Cairns, Queensland.
- Holley, C., Gunninham, N. et Shearing, C. (2012) *The New Environmental Governance*, Routledge/ Earthscan, New York.
- Holling, C. S. (ed.) (1978) *Adaptive Environmental Management and Assessment*, Wiley, Chichester, Royaume-Uni.
- Howlett, M., Ramesh, M. et Perl, A. (2009) *Studying Public Policy: Policy cycles and policy subsystems*, 3rd edn, Oxford University Press, Don Mills, Ontario.
- International Union for Conservation of Nature (IUCN) (2014) *Hope for a Protected Planet with Protected Areas*, UICN, Gland. <www.iucn.org/about/work/programmes/gpap_home/pas_gpap/>
- Keen, M., Brown, V. et Dyball, R. (eds) (2005) *Social Learning in Environmental Management: Towards a sustainable future*, Earthscan, Londres.
- Larson, P. (2006) *Reconciling indigenous peoples and protected areas: rights, governance and equitable cost and benefit sharing*, Document de discussion, UICN, Gland.
- Lee, K. N. (1993) *Compass and Gyroscope: Integrating science and politics for the environment*, Island Press, Washington, DC.
- Lockwood, M. (2010a) 'Good governance for terrestrial protected areas: a framework, principles and performance outcomes', *Journal of Environmental Management* 91: 754–66.
- Lockwood, M. (2010b) 'Scoping the territory: considerations for connectivity conservation managers', in G. L. Worboys, W. L. Francis et
- M. Lockwood (eds) *Connectivity Conservation Management: A global guide*, pp. 34–51, Earthscan, Londres.
- Lockwood, M., Davidson, J., Curtis, A., Stratford, E. et Griffith, R. (2010) 'Governance principles for natural resource management', *Society and Natural Resources* 23
- McCool, S., Nkhata, B., Breen, C. et Freimund, W. A. (2013) 'A heuristic framework for reflecting on protected areas and their stewardship in the 21st century', *Journal of Outdoor Recreation and Tourism* 1–2: 9–17.
- McNeely, J. (ed) 2006. *Friends for Life: New partners in support of protected areas*, UICN, Gland.

- Mayers, J. et Vermeulen, S. (2002) *Company– Community Forestry Partnerships: From raw deals to mutual gains*, IIED, Londres.
- Moorcroft, H., Ignjic, E., Cowell, S., Goonack, J., Mangolomara, S., Oobagooma, J. et Waina, N. (2012) 'Conservation planning in a cross-cultural context: the Wunambal Gaambera Healthy Country Project in the Kimberley, Western Australia', *Ecological Management and Restoration* 13(1): 16–25.
- Nkhata, B. A. et McCool, S. (2012) 'Coupling protected area governance and management through planning', *Journal of Environmental Policy and Planning* 14: 394–410.
- O'Faircheallaigh, C. (2010) 'Public participation and environmental impact assessment: purposes, implications, and lessons for public policy making', *Environmental Impact Assessment Review* 30: 19–27.
- Ojha, H., Hall, A. et Sulaiman, R. (eds) (2013) *Adaptive Collaborative Approaches in Natural Resource Governance: Rethinking participation, learning and innovation*, Routledge/Earthscan, New York.
- Ostrom, E. (1990) *Governing the Commons: The evolution of institutions for collective action*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Outdoor Industry Association (OIA) (2012) *Ensuring the Growth and Success of the Industry*, Annual Report, Outdoor Industry Association, Boulder, CO. <outdoorindustry.org/PDF/2012-OIA- Annual-Report-med-res.pdf>
- Paehlke, R. C. (2003) *Democracy's Dilemma: Environment, social equity and the global economy*, MIT Press, Cambridge, MA.
- Philanthropy Australia (2014) *Frequently Asked Questions*, <www.philanthropy.org.au/tools-resources/frequently-asked-questions-faq/>
- Plummer, R., Armitage, D. R. et de Loë, R. C. (2013) 'Adaptive co-management and its relationship to environmental governance', *Ecology & Society* 18: 1–15.
- Prell, C., Hubacek, K. et Reed, M. (2009) 'Stakeholder mapping and social network analysis in natural resource management', *Society and Natural Resources* 22: 501–18.
- Project Janszoon (2014) *Together Restoring the Abel Tasman*, Project Janszoon, Nelson, Nouvelle-Zélande. <www.janszoon.org/>
- Rhodes, R. A. W. (1997) *Understanding Governance*, Open University Press, Maidenhead, Royaume-Uni.
- Ross, A., Sherman, K., Snodgrass, J., Delcore, H. et Sherman, R. (2011) *Indigenous Peoples and the Collaborative Stewardship of Nature*, Left Coast Press, Walnut Creek, CA.
- SEWPAC [Department of Sustainability, Environment, Water, Population and Communities] (2012) *CAPAD National Summary*. <www.environment.gov.au/noide/34737>
- SEWPAC [Department of Sustainability, Environment, Water, Population and Communities] (2013) *Annual Report 2012–13*. Commonwealth of Australia, Canberra.
- Schattschneider, E. E. (1983 [1975]) *The Semisovereign People: A realist's view of democracy in America*, Holt, Rinehart & Winston, Fort Worth, TX.
- Smyth, D. (2001) 'Joint management of national parks', in R. Baker, J. Davies et E. Young (eds) *Working on Country*, pp. 60–74, Oxford University Press, Melbourne.
- Sydney Morning Herald (2013) *Aussies the world's richest people: Credit Suisse*. <www.smh.com.au/business/the-economy/aussies-the-worlds-richest-people-credit-suisse-20131009-2v7qy.html>
- UIAA (International Climbing and Mountain Federation) (2013a) *UIAA Mountain Protection Award*, UIAA, Berne. <www.mountainprotection.theuiaa.org>
- UIAA (International Climbing and Mountain Federation) (2013b) Website. <www.theuiaa.org>
- United Nations (2004) *The Concept of Indigenous Peoples*, UN, New York.
- United Nations (2009) *State of the World's Indigenous Peoples*, UN, New York.
- Waters Consultancy Proprietary Limited (2013) *Cullunghutti: The mountain and its people*, Office of Environment and Heritage, Nowra, NSW.
- Waters, K. et Moon, C. (2005) *Lower Shoalhaven River Valley Aboriginal cultural mapping places project*, Community report, NSW National Parks and Wildlife Service, Nowra, NSW.

- Worboys, G. L., Francis, W. L. et Lockwood, M. (eds)
(2013) *Connectivity Conservation Management: A global guide*, Earthscan, Londres.
- Wunambal Gaambera Aboriginal Corporation (WGAC)
(2010) *Wunambal Gaambera Healthy Country Plan—Looking after Wunambal Gaambera country 2010–2020*, WGAC, Garmbemirri, WA.
- Wyborn, C. (2013) ‘Collaboration across scales: the governance challenges of linking landscapes’, in J. Fitzsimons, I. Pulsford et G. Wescott (eds) *Linking Australia’s Landscapes: Lessons and opportunities from large-scale conservation networks*, pp. 267–76, CSIRO Publishing, Melbourne.
- Wyborn, C. et Dovers, S. (2014) ‘Prescribing adaptiveness in agencies of the state’, *Global Environmental Change* 24: 5–7.

Ce texte est extrait du livre « Gouvernance et gestion des aires protégées »
édité par Graeme L. Worboys, Michael Lockwood, Ashish Kothari, Sue Feary et Ian Pulsford,
publié en 2020 par l'ANU Press, l'Australian National University, Canberra, Australie.

La reproduction de cette publication de l'ANU Press à des fins éducatives ou non commerciales est autorisée sans l'autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit clairement indiquée.
La reproduction de cette publication pour la revente ou à d'autres fins commerciales est interdite sans l'autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur.